

AMÉRIQUES

LES SUITES DE L'ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

Les libertés américaines une nouvelle fois en question

New-York. — L'attentat contre M. Reagan a plongé les Américains dans le genre d'examen de conscience dont ils ont, malheureusement, pris en quelque sorte l'habitude. Après les assassinats de John et Robert Kennedy, Martin Luther King et John Lennon, pour ne citer que les victimes les plus célèbres, les libertés chères au cœur du citoyen sont mises une nouvelle fois en question.

On a à peu près tout dit sur le « pant control », mais certains adversaires de la libre circulation des armes font tout pour empêcher la mise en œuvre de la loi. Le grand argument des partisans du maintien de cette liberté-là — qui date du temps de la colonisation et de la marche vers l'Ouest — se résume dans cette formule lapidaire : « Ce n'est pas les armes qui tuent, ce sont les hommes ».

Une autre liberté à laquelle les Américains sont fanatiquement attachés est celle de leur état civil, ou plutôt de l'histoire d'état civil. Les Etats-Unis restent avec le Royaume-Uni l'un des rares pays développés où la carte d'identité nationale est inconnue. Périodiquement, depuis ces dernières années, un membre particulièrement conservateur du parti républicain a fait une intervention au Congrès pour suggérer la création d'un document de ce genre. Au grand scandale de ses collègues, qui, toutes tendances confondues, ont rejeté avec horreur l'insitutionnalisation d'un système qu'ils jugent « policier ».

Ce libéralisme rend très difficile la recherche des personnes disparues, car la loi, qui protège jalousement la vie privée des citoyens, même vis-à-vis de leur propre famille, rend impossible toute enquête de police.

De très nombreuses victimes de crimes ou d'accidents ne sont jamais identifiées. D'innombrables délinquants restent insaisissables en changeant simple-

De notre correspondante

ment d'état assez souvent pour braver les lois. La mobilité proverbiale de la main-d'œuvre américaine et la tradition de la « route », qui ramène aux montres, conjugués avec les effets de la loi, ont permis de rendre difficile la tâche de la police de trouver deux « témoins » pour attester que vous vous êtes bien rencontrés sur le chemin de la route.

Autre conséquence de ce libéralisme : les millions d'immigrants légaux qui résident dans le pays sans visa régulier. Ce qui ne les empêche nullement de travailler et, dans le meilleur des cas, comme au Texas où on a besoin de main-d'œuvre, d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques et de se faire soigner dans les hôpitaux. Il est vrai que, pour les mêmes raisons, s'est instauré un important commerce de fausses cartes de sécurité sociale, qui donnent légalement le droit à l'emploi.

Mais, là aussi, à droite comme à gauche, l'Américain moyen reste franchement hostile à toute nouvelle réglementation. Un ancien des luttes pour les droits civiques des années 60 explique : « Je ne préjuge que nos présidents continuent à rapier leur vie ou leur la vie, parce qu'il y a d'innombrables victimes de crimes ou d'accidents ne sont jamais identifiées. D'innombrables délinquants restent insaisissables en changeant simple-

Des polices rivales

Le système fédéral est la fierté de nos pays et un thème électoral cher aux républicains. Pourtant, ces pays sont de plus en plus érudits. Il est maintenant responsable en bonne partie de l'in-

efficacité de la police. Ou plutôt des polices, locales et fédérales, qui ne se font, traditionnellement, pas de cadeaux. On l'a vu lors de l'assassinat de John Kennedy. On le voit actuellement dans les disparitions d'enfants noirs à Atlanta. On l'a vu lundi lorsque l'identité de John Hinckley n'a été connue, et qu'il a été alors identifié par la police de Nashville (Tennessee) comme le passager qui avait été arrêté en novembre dernier alors qu'il s'apprêtait à prendre un avion pour New-York avec trois revolvers et une quantité respectable de munitions.

Arrêté à 3 h. 13 de l'après-midi, Hinckley avait été relâché à 3 h. 47 après avoir payé une amende de 63 dollars. La police de Nashville n'avait même signalé l'incident au service chargé de la surveillance rapprochée du président.

Le système fédéral autorise l'impunité du P.B.I. que dans une poignée de cas très précis, parmi lesquels ceux qui menacent la sécurité du pays et les rapas. Dans l'affaire d'Atlanta, par exemple, non seulement les agents du P.B.I. doivent opérer avec des précautions extraordinaires pour ne pas froisser la susceptibilité de leurs collègues locaux, mais encore plusieurs juridictions locales sont impliquées, les corps de certaines victimes ayant été retrouvés dans des localités de la banlieue de la ville.

Rien ne prouve, pourtant, que l'attentat dont M. Reagan vient d'être la victime change l'état d'esprit de l'opinion à l'égard de ces libertés dont les Américains sont si fiers. Le cabinet du président a dû faire savoir que celui-ci n'a pas changé d'avis sur l'immunité du contrôle des armes à feu. Et il n'a pas non plus changé d'avis sur la sécurité des citoyens. Et si certaines de ces libertés étaient aujourd'hui un luxe ?

NICOLE BERNHEIM.

- L'attitude de M. Haig est très critiquée
- M. Reagan devra se ménager pendant un certain temps

L'activité gouvernementale a repris un cours quasiment normal à Washington malgré l'hospitalisation du président Reagan, mais les conséquences politiques de l'attentat de lundi commencent à se faire sentir. En particulier, l'attitude précipitée et « émotive » du secrétaire d'Etat, le général Haig, dans les heures qui ont suivi l'événement est très critiquée, tandis que la popularité de M. Reagan fait un bond, pent-être provisoire, dans les sondages.

Le Maison Blanche a indiqué que près de

quatre-vingts chefs d'Etat ou de gouvernement avaient envoyé des messages de sympathie à M. Reagan. M. Fidel Castro a, pour sa part, fait parvenir deux « messages privés ». Il aurait été « un peu inhabituel » que le président cubain ne se manifeste pas, à l'occasion de la Maison Blanche, ou l'un ne veut pas attacher de signification particulière à cette démarche, et où l'on souligne que « la politique de l'administration Reagan sera beaucoup plus ferme que celle de l'administration Carter » à l'égard de Cuba.

De notre correspondant

La popularité de M. Reagan a fait un bond important au moment où il faisait au contraire passer le pays de la sécurité à la peur. Le sondage de l'opinion, qui a été chargé de la tâche par le général Haig, porte-parole du Département d'Etat, Le sondage est plus bas indiquant que 33 % des Américains désapprouvent la manière dont le général Haig exerce sa fonction (25 % sont sans opinion). Un score aussi mauvais ne peut être dû qu'à une seule cause : le président Reagan, en vigueur depuis le 30 janvier.

L'autre conséquence politique concerne le président lui-même. On qualifie son état d'excellent, mais même un président peut se sentir fatigué. On a vu, par exemple, le président Reagan, en fait, un moment critique. Sa pression sanguine était très basse et sa respiration insuffisante. Il aurait pu mourir si l'agent des services secrets qui l'accompagnait n'avait vu un lit de sang sortir de sa bouche et l'aurait aussitôt appelé un chauffeur de taxi pour l'emmener à l'hôpital le plus proche. Car tout le monde ignorait alors que M. Reagan avait reçu une balle. Ce séquestre devra sans doute se résumer pendant un certain temps et l'activité gouvernementale s'en ressentira forcément.

Les défunts

L'attentat n'a pas le caractère meurtrier d'un attentat qui a tué John Kennedy en 1963. On a arrêté un auteur et on est à peu près sûr de ses mobiles. Il se pourrait que l'un des auteurs soit un ancien de la CIA, mais l'affaire n'est pas encore éclaircie. Les questions surgissent au contraire maintenant que l'enquête se dirige.

Pourquoi les services de sécurité ignorent-ils l'existence de John Hinckley, arrêté pourtant à l'aéroport de Nashville en octobre dernier, avec trois armes, et des munitions ? Face à quoi un rapport entre ce fait sans précédent et deux mille ans d'immortalité ? Et la ville de M. Carter dans cette ville du Tennessee, en fait, toute la question de la vente libre des armes à feu.

Comment se fait-il que Hinckley se trouvait parmi les journalistes et photographes ? Pourquoi les services de sécurité n'ont-ils pas pu empêcher son accès ? Pourquoi n'y avait-il pas de zone réservée à la presse, et pourquoi l'un d'eux a-t-il poussé le président dans la voiture, selon un réflexe classique

qui devait d'ailleurs lui valoir une amère critique de l'interne (l'opinion son host) : « Vous m'avez cessé les retards. » Mais les agents prient aussi pour la mise en œuvre de la loi. Selon deux témoins, Hinckley montrait des signes nouveaux d'équilibre, avant de brandir son arme.

Nu n'est infatigable. On pense surtout à l'avenir. M. Reagan portera sans doute un gilet de protection, comme l'avait fait M. Ford en 1975 après avoir échappé à deux tentatives d'assassinat. Les Américains doivent pouvoir approcher leur président : le même sondage Washington Post - A.B.C., 75 % des personnes interrogées ne pas d'accord pour qu'il annule ou réduise fortement ses contacts avec la foule pour des motifs de sécurité.

ROBERT SOLA

AFRIQUE

Libéria

WASHINGTON ENVOIE UNE CENTAINE DE CONSEILLERS MILITAIRES

Washington (A.P.). — Le Département d'Etat américain a annoncé mercredi 1^{er} avril l'envoi au Libéria d'une centaine de conseillers militaires appartenant au corps d'élite des « brevets », qui sont attendus à Monrovia le 10 avril.

Les « brevets » sont chargés d'entraîner la garde nationale libérienne. La durée du séjour, qui coïncidera avec le premier anniversaire du coup d'Etat révoqué par le général Doe, serait fixée à quatre jours à Monrovia.

Après l'assassinat de l'ancien président Tubman, très proche des Etats-Unis, la haute école de sergent-chef Doe, baptisé « conseil de réformation » par l'administration américaine, a été approchée par les services de la CIA. En 1980, de la visite à Addis-Abeba, le chef de l'Etat libérien, en Éthiopie, comme à ce moment, le conseil libérien a été le premier, et longtemps le seul chef d'Etat africain à reconnaître les nouvelles autorités de Monrovia. L'arrivée d'une centaine de conseillers militaires américains, même pour une période de quatre jours, semble indiquer que les Etats-Unis ont des positions économiennes de première importance au Libéria. Washington avait, à plusieurs reprises, fait pression sur Monrovia pour obtenir une libéralisation du régime militaire et recueillir son assistance économique.

BOEING 747

notre nouvelle dimension

CAMEROON AIRLINES



à partir du 4 avril 1981
3 fois par semaine
Paris - Douala
sans escale

Encore plus de confort pour vos voyages.
Le B747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1^{re} Classe, 238 passagers en Classe Économique, y compris les fauteuils sont moelleux, le service excellent.
Il y a même un salon bar de 1^{re} Classe, ou pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret
Le B747 Combi en plus de ses autres, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière (l'appareil 77 tonnes). Il peut accueillir en tout, dans ses 180 m³ de volume, 35 tonnes de fret.

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle exposition pour le transport aérien camerounais.

* Les lundis, jeudis et samedis à 11 h 30, d'Orly vers.

BOEING 747 COMBI

notre nouvelle dimension

LE NOUVEAU ÉCONOMISTE

Cette semaine :

- **Energie à tous prix**
Gaz, électricité, charbon, solaire... L'Etat joue sur toute la gamme des énergies pour libérer la France de la tutelle pétrolière. Pour les industriels, le choix est souvent difficile. Car le prix de l'énergie varie... selon le lieu, le client et le moment.
- **SICAV : rendement ou plus-value ?**
Cette semaine, les SICAV commencent à distribuer leurs dividendes. Certaines affichent des gains supérieurs à la moyenne des actions cotées à Paris. Mais ce sont rarement celles dont la valeur liquidative progresse le plus vite...
- **Pas de vraie politique industrielle sans nationalisation**
Une interview exclusive de M. Pierre Mauroy. Le porte-parole de M. François Mitterrand trace les grandes lignes d'une politique industrielle socialiste. Les nationalisations en restent la clef de voûte. Et l'approche sectorielle est toujours aussi suspecte.

Demain chez votre marchand de journaux

0424 00 152A

الشرق الأوسط

PROCHE-ORIENT

A TRAVERS LE MONDE

Iran

L'Imam Khomeiny annonce une épuration dans l'appareil judiciaire islamique

L'Imam Khomeiny a lancé, mercredi 1^{er} avril, un nouveau appel à l'unité et à l'élimination des dissidents en Iran et a annoncé une épuration dans l'appareil judiciaire islamique, et parmi les gardiens de la révolution.

Dans un message à la nation, à l'occasion du deuxième anniversaire de la République islamique, l'Imam a félicité de la disparition des querelles entre les principaux dirigeants iraniens, l'attribuant en partie à l'absence des journaux pendant les mois du Nouvel An persan. Il a désigné le ministre iranien de l'Industrie, l'industriel Mandavi Kar, une personnalité religieuse jugée indépendante, comme son représentant à la commission chargée d'élucider les différends entre les dirigeants iraniens. Cette commission, dont la création avait été annoncée le 15 mars dernier, est appelée à jouer un rôle très important puisqu'elle se doit de relever les infractions commises par ces dirigeants au regard de leurs devoirs légaux et de les rapporter à la justice. Sa compétence, confiée par l'Imam, est au point quelle doit aussi juger les journaux, les organes d'information, ainsi que tout acte ou toute parole de toute personne si elle estime qu'elle se doit de répondre à la suite des troubles ou des divergences en Iran.

Par ailleurs, le guide de la révolution s'est déclaré « inquiet » du fait que certains membres du clergé ayant des responsabilités dans les tribunaux, les comités (forces islamiques de sécurité) et le parquet aient un comportement qui a réduit la popularité de l'organe. Il a demandé la création de commissions d'enquête pour contrôler des éléments les juges incompétents et les promoteurs corrompus, et les traduire en justice. Il a également demandé aux chefs des gardiens de la révolution (Pasdaran) d'empêcher certains de leurs subordonnés de flirter illégalement dans les troupes des tribunaux.

Echec de la mission de bons offices

Le président iranien Ahmad Sékou Touré, qui dirige la mission islamique de bons offices dans la guerre du Golfe, a annoncé mercredi à Djeddah l'échec de la dernière tentative de la commission.

ISRAËL DEMAIN

Dimanche 5 avril à partir de 10 h 30 au CENTRE RAGNI 30, boulevard du Port-Royal Avec : ABRAHAM FINKELBAUM, Shmuel TIKHON, Yehon LIAZ Grande journée organisée par le Comité de liaison des Étudiants sionistes socialistes.

Egypte

Nouvel ultimatum du président Sadate aux journalistes égyptiens à l'étranger

De notre correspondant

Le Caire. — Le président Sadate s'adressant le 31 mars au Syndicat des Journalistes égyptiens qui faisait le quarantième anniversaire de sa fondation et au sein duquel se trouvaient notamment des journalistes nationalistes (le Monde du 17 mars), a fait le procès, non point des opposants présents dans le pays, qui ne peuvent s'exprimer d'ailleurs que dans des limites strictes, mais des nationalistes travaillant à l'étranger dans des organes de presse hostile au régime.

Celui-ci leur a donné jusqu'au 15 mai prochain pour renouer avec leur pays, « car si ce n'est pas le cas, ceux qui ne renouent pas seront défaits devant le procureur général socialiste chargé d'appliquer la loi sur

la « libération » votée en 1980 et qui prévoit diverses sanctions pour les citoyens « dévoyés par l'étranger ».

Il est tout à fait douteux que cette mise en demeure du président Sadate, en vertu de laquelle la libération de la presse égyptienne se fasse d'abord dans le pays, soit suivie d'un quelconque effet, la plupart des journalistes égyptiens exerçant dans la presse arabe de l'étranger, Koweït, Paris ou Londres, n'ayant aucune envie, tant pour des raisons matérielles que politiques, de revenir au Caire.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le Caire tente, sous une grande illusion, de faire pression sur ses journalistes exilés. En février 1980 notamment, le Parlement égyptien avait entériné le ministre de l'Intérieur dénonçant quatre-vingt-cinq journalistes « dévoyés ».

Le ministre d'Etat égyptien à l'information, M. Mansour Hassan, a estimé que « seuls 30 % des journalistes égyptiens établis à l'étranger, lesquels sont au nombre de trois cent vingt, persisteront à des activités hostiles à l'Égypte ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Liban

Brusque flambée de violence à Beyrouth et à Zahle

De notre correspondant

Beyrouth. — La capitale libanaise est, depuis ce jeudi 2 avril, plongée dans une bataille dont on s'attend plus ou moins à ce qu'elle dure. Depuis les bombardements systématiques de la zone chrétienne en 1978, sans atteindre toutefois le même degré de violence, le roulement de la communauté est cependant continu.

Toutefois la ligne de démarcation entre les deux secteurs de la ville s'est embrasée soudain en fin de matinée, à la suite d'un incident survenu à un des points de passage de la rue de Damas — connu sous l'appellation de Primo — entre l'armée libanaise et la force arabe chrétienne qui, à cet endroit, comprend aussi bien des troupes syriennes que palestiniennes. L'armée syrienne a fait donner son artillerie. Du port du monde, les troupes ont défilé tout le long de la ligne de démarcation.

Le quartier chrétien d'Achrafieh, cible principale de ce déchaînement de violence, a été touché par de nombreux obus qui ont entraîné notamment la place Saba, la rue Surood, Soudan, l'Hotel et le Salif. De nombreuses victimes sont tombées dans les rues surprises par le soudaineté de la bataille, mais on n'en comptait pas encore le nombre à midi. Des milliers d'événements ont été bloqués dans les écoles. Les forces libanaises de M. Béchar Gemayel assure ne pas être entrées en action.

Beyrouth-Ouest (palestinien-progrediste) a reçu quelques obus, mais moins que Beyrouth-Est et surtout à la périphérie de la ligne de démarcation (Zaitouni et Kantari). Les forces libanaises affirment que les troupes palestiniennes ont tiré pendant des heures sans cesse. Tous les points de passage relient les deux secteurs de la capitale sont fermés. La radio palestinienne a recommandé à la population d'Achrafieh de ne pas descendre dans les rues et de gagner les abris. Cela faisait plusieurs jours que

la tension montait dangereusement à Beyrouth (le Monde du 27 mars). Le gouvernement avait entrepris des démarches urgentes auprès de Damas pour démentir une tension de plus en plus explosive. La situation est d'autant plus confuse que la médiation hostile syrienne se double, cette fois, d'une source rivale syro-palestinienne. Au cours de ces démarches, les militaires syriens auraient fait savoir aux autorités libanaises que leur riposte serait très dure si se produisaient encore des incidents avec leurs troupes, et surtout si l'armée libanaise était impliquée.

Le climat est d'autant plus tendu que Beyrouth n'est pas le seul point chaud, ces jours-ci, au Liban. Les graves affrontements qui ont opposé mercredi les troupes syriennes de la FAD (Forces arabes de défense) et les milices phalangistes ont repété le jeudi dans la ville de Zahle, dans la Bekaa, après une nuit relativement calme, avec une intensité accrue, et les milices libanaises se sont multipliées depuis lundi au Liban-Sud.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté mercredi 1^{er} avril huit Palestiniens dans le quartier de Shoubat, à Jérusalem-Est, et accusés de collaboration avec les troupes libanaises. Les huit hommes étaient membres d'un réseau « terroriste », qui s'apprête à commettre un attentat à Jérusalem, ont précisé les forces de sécurité israéliennes citées par la radio. — (A.F.P.)

Chine

● LE COMITÉ INTERNATIONAL CONTRE LA RÉPRESSION organisée, le lundi 2 avril à 14 heures, 12, place du Panthéon, amphithéâtre n° 2, une réunion en faveur de la libération du dissident chinois Wei Jungsheng et pour le soutien au mouvement démocratique en Chine.

* Comité international contre la répression, 11, rue Bonaparte, 75001 Paris C.C.P. 1521283 V Paris

● LORD CARRINGTON, arrivé en Chine le 1^{er} avril pour une visite officielle d'une semaine, a rencontré le ministre des Affaires étrangères, M. Huang Hua. Les entretiens du secrétaire au Foreign Office ont porté sur l'essentiel sur la situation internationale, en particulier la Pologne.

M. Huang Hua a dénoncé la politique d'expansionnisme et d'agression de l'U.R.S.S. ; lord Carrington a évoqué la possibilité d'une réaction européenne face à l'éventualité d'une agression. — (A.F.P.)

Guatemala

● INTERVENTION EN FAVEUR DE HENRI POPPA. — Une délégation de la section française du comité international pour la vie d'Alain Poppa a demandé, le mercredi 1^{er} avril, au ministre français des Affaires étrangères d'intervenir auprès du gouvernement du Guatemala afin que la lumière soit faite sur la disparition de la personne, le 15 décembre 1980.

Pakistan

● M. YAHYA KAKHATRI, qui fut ministre de la justice du gouvernement Bhutto et avocat de l'ancien premier ministre exécuté, a été condamné, mardi 21 mars, à deux ans de travaux forcés par une cour spéciale après avoir été jugé pour fraude lors des élections générales de 1977, a indiqué The Guardian du 1^{er} avril.

Sénégal

● VERS L'ÉLARGISSEMENT DU MULTIPARTISME. — Le conseil des ministres sénégalais a adopté, mardi 31 mars, un projet de loi qui mettrait fin à la limitation du nombre des partis politiques.

Zimbabwe

● ASSASSINAT D'UN COUPLE DE BLANCS. — Un couple de blancs a été assassiné mardi 31 mars au Zimbabwe dans une banlieue près de la ville de Bulawayo, dans le sud du pays, a annoncé la police le mercredi 1^{er} avril.

C'EST LA SAISON DES POISSONS D'AVRIL.

ELAT

Nazareth, Saint-Jean-d'Acre, 40 siècles d'histoire, la mer Morte et en prime, le soleil... et des prix. Vols quotidiens Air France et EL AL (Paris/Tel Aviv/Paris : 2.050 F en avril, 1.950 F en mai et juin). Départs également de Marseille, Nice, Lyon, Toulouse, Mulhouse. Appelez votre agence de voyages ou l'ONIT, 14, rue de la Paix, Paris, Tel. 261.01.97.

Office National Israélien de Tourisme

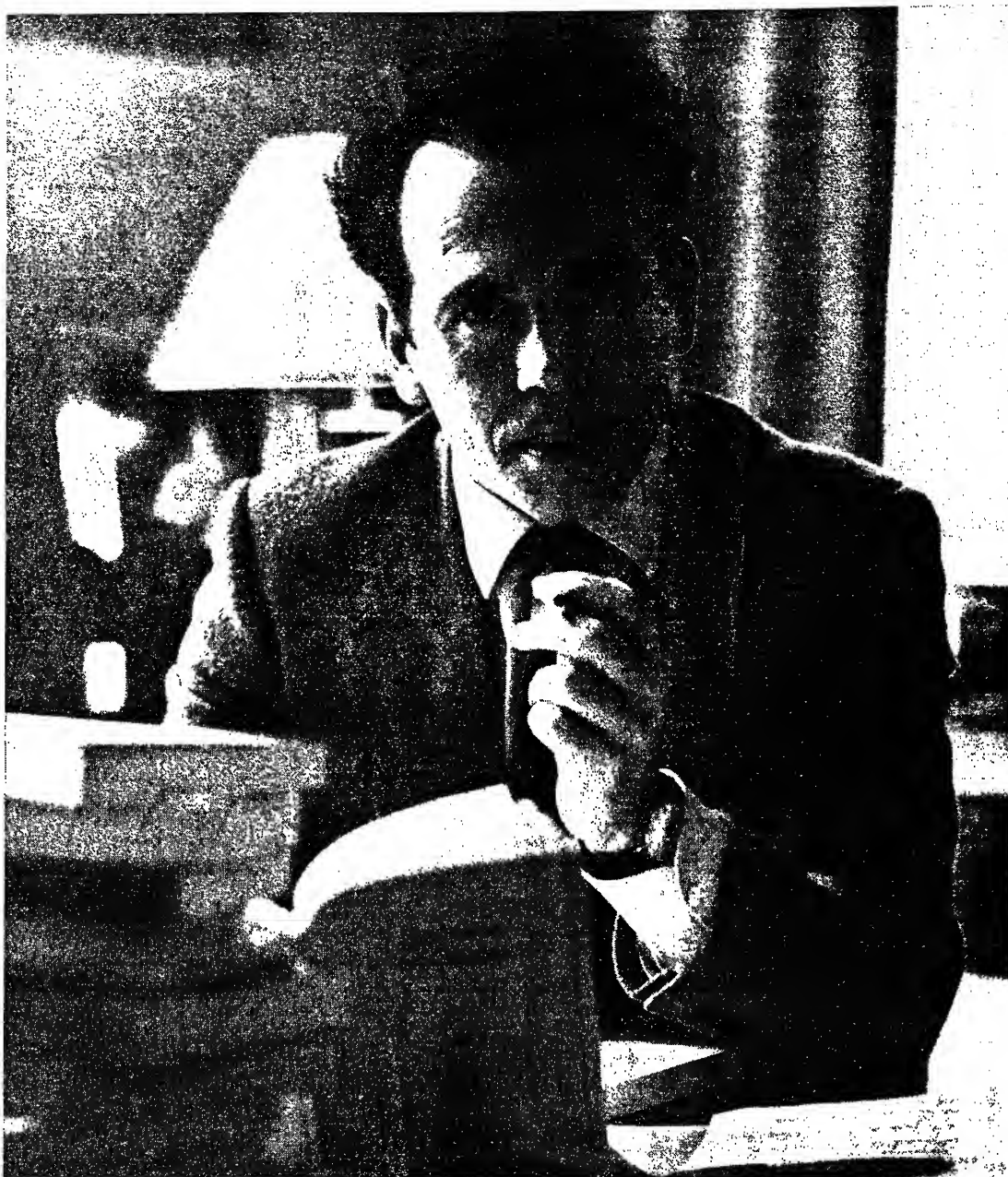
EL AL **AIR FRANCE**

L'ÉTÉ COMMENCE AU PRINTEMPS EN ISRAËL

IMPOSTURE EN ESPAGNE: ACTUEL PIEGE LES GENERAUX PUTSCHISTES.

ACTUEL

FUYEZ TOUT EST DECOUVERT!



Etincelant, redouté, indiscuté: Angelo Rinaldi, critique littéraire à L'Express.

"Angelo Rinaldi: cette signature est peut-être la plus prestigieuse de la critique littéraire aujourd'hui. Et sans aucun doute la plus redoutée." (Pierre Boncenne - Lire - Octobre 1980).

"Rinaldi, le critique qui s'ébroue chaque semaine dans les colonnes de l'Express est au fond un homme du XVIII^e siècle, méchant comme la peste, leste, désinvolte, aigu et toujours meilleur dans la descente, comme on dit, que dans la louange

cataplasmatique. Une aubaine." (Pierre Combescot - Les Nouvelles Littéraires - 16 octobre 1980).

"Le plus virulent - et le plus secret - des critiques littéraires français est un homme qui n'existe que par et pour la littérature.

Cette passion unique, entière, l'anime dans ses chroniques percutantes de l'Express, et le dévore dans son œuvre personnelle." (Annick Geille - France Soir - 28 octobre 1980).

"Ses propres livres sont écrits de la même encre que ses chroniques, et c'est l'encre forte et noire d'un indiscutable écrivain." (François Nourissier - Figaro Magazine - 31 octobre 1980).

"... Je suis contre l'absence d'humilité de la critique." "... Il n'y a pas d'autre éternité que l'écriture." (Angelo Rinaldi).

L'EXPRESS

الكتاب ١٠٥٥

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE EN POLOGNE

Malgré l'acalmie qui persiste en Pologne, les manœuvres combinées du pacte de Varsovie se poursuivent et sont même entrées dans une phase nouvelle, selon l'agence soviétique A.D.N., sur les territoires polonais, est-allemands, tchécoslovaques et soviétiques. Du côté américain, on estime que les

effectifs engagés se sont accrus depuis le début des manœuvres à la mi-mars et qu'ils évaluent actuellement à 210 000 hommes. A Varsovie, le gouvernement a approuvé, mercredi 27 avril, l'accord conclu avec Solidarnosc qui a permis d'éviter la grève générale. Le général

Jaruzelski fera, le lundi 5 avril, devant le Parlement, un exposé sur la situation actuelle du pays. A Gdansk cependant, le syndicat Solidarnosc a siégé à huis clos pour régler quelques questions de personnes et décider que dorénavant « nul n'aurait le droit de M. Walesa » ne devra décider seul.

Pour la première fois, le syndicat Solidarnosc a mis en question l'autorité prééminente de M. Walesa

De notre correspondant

Gdansk. — Après avoir publiquement entériné, mardi 30 mars, l'annulation du mot d'ordre de grève générale, la commission nationale de Solidarnosc (K.N.P.) a livré, mercredi soir, son long et tendu débat, au cours duquel le président M. Walesa a été critiqué par quelques hommes saillant. M. Walesa et les experts du syndicat, « à l'instar des membres de la K.N.P. », ont réexaminé le fonctionnement de l'exécutif de leur mouvement.

Cette réunion, au cours de laquelle la décision de suspension n'a pas été réellement contestée, a été un bien-fort politique, marque un tournant dans la vie de Solidarnosc. Pour la première fois, en effet, l'autorité prééminente de M. Walesa a été mise en question, avec une vigueur à la hauteur de son prestige national et international. Malgré le brutalité de quelques échanges particulièrement secs, les débats ont gardé une bonne tenue. Une chronique réelle serait un luxe qui ne peut s'offrir Solidarnosc, et chacun en était suffisamment conscient pour savoir jusqu'où ne pas aller trop loin.

Les propositions pour l'avenir l'ont donc finalement emporté sur le côté du passé. La prochaine commission nationale devra examiner et mettre en forme plusieurs propositions, paroles un peu naïves, tendant à assurer la coexistence et la « transparence » des prises de décision de l'union. « Personne ne doit décider seul », a-t-on dit. M. Walesa, les autres ont pu se réjouir et de limiter la place des experts de Solidarnosc. Mieux armés intellectuellement et politiquement que les responsables syndicaux très émus des graves, ces hommes ont été entendus — pour le plus grand bien du syndicat et de la Pologne dans plusieurs moments difficiles. — 4 jours en tête de la crise des négociations avec le gouvernement, dont ils avaient, de fait, fini par prendre la responsabilité.

Le « symbole de l'unité »

Les cadres syndicaux ne sont maintenant formés, ont été maintes fois, et se retrouvent pour se consacrer à des tâches politiques et électorales. Beaucoup moins bien de décisions, ils ont pu avoir des conseils. Si les positions faibles étaient acceptées par la prochaine commission nationale, les experts n'auraient, en conséquence, plus le droit, ni de prendre la parole au cours des pourparlers, mais surtout d'avoir des contacts officiels avec le gouvernement. Considérable dans son principe, la pratique contraire de ces « négociations » avait facilité le règlement de plusieurs questions épineuses, et l'efficacité n'était de toutes les manières au nom de laquelle il a été aussi demandé que ce ne soit pas toujours les mêmes dirigeants du syndicat qui soient chargés des contacts avec le pouvoir.

Au cours de cette réunion, le porte-parole de Solidarnosc, M. Karol Modzelewski, qui est l'animateur du syndicat pour la région de Wrocław, a présenté sa démission en critiquant le fonctionnement de l'exécutif syndical, dont il a déclaré ne plus pouvoir être solidaire. « Le syndicat, a-t-il dit, commence à ressembler à un organisme bureaucratique, et ce, dans une mesure qui est dangereuse pour la situation du pays. Je pense qu'il faut que M. Walesa soit un symbole de l'unité de notre syndicat », a-t-il ajouté.

Le président du syndicat de Varsovie, M. Jajlowski, a protesté contre le mot d'ordre « qu'on se retire » du syndicat de Gdansk. Celui de Poznan, M. Dymniski, a été encore plus violent. « Solidarnosc, a-t-il dit, est devenu un syndicat d'État, de celui qui ne s'occupe que de sa propre existence. Nous avons déjà nos « forces antisocialistes », au sein de nos « forces communistes », au sein de nos « forces communistes », au sein de nos « forces communistes ».

La «Pravda» appelle ouvertement à des mesures contre le KOR et deux de ses animateurs MM. Kuron et Michnik

De notre correspondant

Moscou. — La lettre d'apaisement en Pologne n'a pas provoqué de fronde dans la presse soviétique. La Pravda, qui tout au long de la crise des derniers jours, a été la plus hostile des journaux, a publié, le 27 avril, une « correspondance » qui constitue une critique de l'action des autorités polonaises contre le mouvement antisocialiste KOR et une critique de l'attitude des autorités polonaises face à la situation d'urgence. Le journal du parti communiste soviétique fait état d'une réunion tenue à Moscou à l'université de Varsovie sur le thème « Les défis du marxisme en Pologne ».

Le thème de la réunion a été l'œuvre de la droite polonaise, M. Kuron et Michnik, du KOR, ainsi que du responsable de Solidarnosc pour Varsovie, M. Dymniski. On remarque que les discours de Kuron et Michnik ont été apportés par les organisations du KOR, et que les discours de Dymniski ont été apportés par les organisations de Solidarnosc. Les discours de Kuron et Michnik ont été très critiques à l'égard du gouvernement polonais, et ont été très applaudis par les participants à la réunion. Les discours de Dymniski ont été plus modérés, et ont été moins applaudis.

M. Walesa, qui a été élu président de Solidarnosc, a été très critique à l'égard du gouvernement polonais, et a été très applaudi par les participants à la réunion. Les discours de Walesa ont été très critiques à l'égard du gouvernement polonais, et ont été très applaudis par les participants à la réunion.

LA VISITE DU VICE-PRÉMIER MINISTRE POLONAIS

Washington estime que la situation « évolue dans la bonne direction »

Le vice-premier ministre polonais, M. Jajlowski, arrivé mercredi à Washington, venant de Paris, devant être reçu officiellement le 27 avril par le secrétaire d'État, M. Haig, puis par le vice-président, M. Bush, et par le secrétaire au commerce, M. Baldrige. M. Jajlowski a été reçu par le vice-président M. Bush, et par le secrétaire au commerce, M. Baldrige. M. Jajlowski a été reçu par le vice-président M. Bush, et par le secrétaire au commerce, M. Baldrige.

La visite de M. Jajlowski en Pologne est une issue pacifique à la crise polonaise. M. Jajlowski a été reçu par le vice-président M. Bush, et par le secrétaire au commerce, M. Baldrige. M. Jajlowski a été reçu par le vice-président M. Bush, et par le secrétaire au commerce, M. Baldrige.

Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé. Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé. Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé.

Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé. Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé. Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé.

Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé. Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé. Le conseil des ministres a décidé la livraison à la Pologne de 400 000 tonnes de blé.

Yougoslavie

Manifestations proalbanaises dans la région de Kosovo

De notre correspondant

Belgrade. — L'agence de presse Tanyoug a annoncé, le mercredi 27 avril, que des manifestations « hostiles » avaient été organisées en Kosovo, dans la région de Kosovo, ville principale de la région de Kosovo en Serbie, dans la population, en grande majorité, est de souche albanaise. L'agence ne donne pas de précisions sur l'ampleur de ces tentatives, mais elle-même, de toute évidence, a un caractère éminemment polémique, puisque les manifestations ont été qualifiées de « manifestations antisocialistes ».

Une telle présentation des événements indiquerait que cette fois, il ne s'agit pas d'une agitation d'extrême droite, mais d'une agitation d'extrême gauche. L'objectif est l'union de Kosovo avec l'Albanie. On ignore si les manifestations ont été organisées par des forces de l'ordre et si, en fait, pour le moment, c'est qui déclare Tanyoug, les organisations politiques des Albanais de Kosovo ont été mises en mouvement. Les manifestations ont été organisées par des forces de l'ordre et si, en fait, pour le moment, c'est qui déclare Tanyoug, les organisations politiques des Albanais de Kosovo ont été mises en mouvement.

Les événements troubles de Pristina s'étaient produits le 11 mars à l'université, mais les rumeurs selon lesquelles les Albanais d'une chemise avaient été à l'origine du désastre. Les travaux de réparation du bâtiment ont été interrompus, et les Albanais ont été expulsés du bâtiment. Les travaux de réparation du bâtiment ont été interrompus, et les Albanais ont été expulsés du bâtiment.

Espagne

L'adoption d'une nouvelle législation antiterroriste par le Parlement suscite des inquiétudes dans la presse

Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, à Madrid, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme. L'adoption de cette loi a suscité de vives inquiétudes dans la presse. Le ministre de l'Intérieur, M. Ronza, a précisé que cette loi n'affecte pas les personnes, dont deux cent quatre-vingt-sept membres du P.V. (A) avaient été appréhendés depuis le 1er décembre 1980.

Après Bayas, les émissaires de Bilbao, de Saint-Sébastien et de Vitoria, ont condamné l'activité provocatrice des terroristes et les « pressions militaires » contre la démocratie.

De notre correspondant

Madrid. — Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme. L'adoption de cette loi a suscité de vives inquiétudes dans la presse. Le ministre de l'Intérieur, M. Ronza, a précisé que cette loi n'affecte pas les personnes, dont deux cent quatre-vingt-sept membres du P.V. (A) avaient été appréhendés depuis le 1er décembre 1980.

Le loi a été approuvée par une large majorité formée par le parti socialiste et les socialistes (Union du centre démocratique), mais elle n'a pas pu être votée dans les délais prévus. Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme.

Le loi a été approuvée par une large majorité formée par le parti socialiste et les socialistes (Union du centre démocratique), mais elle n'a pas pu être votée dans les délais prévus. Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme.

Le loi a été approuvée par une large majorité formée par le parti socialiste et les socialistes (Union du centre démocratique), mais elle n'a pas pu être votée dans les délais prévus. Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme.

Le loi a été approuvée par une large majorité formée par le parti socialiste et les socialistes (Union du centre démocratique), mais elle n'a pas pu être votée dans les délais prévus. Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme.

Le loi a été approuvée par une large majorité formée par le parti socialiste et les socialistes (Union du centre démocratique), mais elle n'a pas pu être votée dans les délais prévus. Le Congrès des députés a approuvé, le mercredi 17 avril, le projet de loi pour la défense de la démocratie et contre le terrorisme.

LES QUATRE GRANDS DU CASHMERE D'ECOSSE



PRINGLE, BRAEMAR, BALLANTYNE, GLENMAC, dans les boutiques **Guthrie cashmere** à la Galerie Champs-Élysées-Road-Point et au 59, 12 rue, avenue Kléber (16)



BOLENS l'anti corvée. Une gamme complète de 9 à 15 ans de vin de France. BOLENS l'anti corvée. Une gamme complète de 9 à 15 ans de vin de France.

destination FINLANDE

La Finlande au gré de votre fantaisie avion + voiture 2370 F base 4 personnes. Vous avez de la fantaisie ? Vous aimez la Finlande ? Vous voulez un voyage unique ?

Handwritten note: 0124 001350

EUROPE

La Belgique en voie d'appauvrissement

II. — L'union ne fait plus la force

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOUTEUX

Union soviétique

LE PROBLÈME DES FUSÉES EUROSTRATÉGIQUES DOMINERAIT LA VISITE DE M. GENSCHER À MOSCOU (De notre correspondant.)

Moscou. — M. Hans-Dietrich Genscher est arrivé à Moscou, ce jeudi 3 avril, en fin de matinée pour une visite de trois jours. Le ministre d'Etat des Affaires étrangères allemand a été reçu par le ministre d'Etat des Affaires étrangères soviétique, Andreï Koziakov. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Un « équilibre » approximatif des forces

Mise en rapport avec la direction présidentielle et le ministre de la Défense, M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le « dialogue » entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Changement d'attitude des finances publiques, déséquilibre des comptes extérieurs, faiblesse du franc. La Belgique traverse une grave crise économique (« le Monde », du 2 avril).

Bruxelles. — Ce gouvernement doit être capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. D'après le libérateur d'Europe, le gouvernement de M. Martens est capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. D'après le libérateur d'Europe, le gouvernement de M. Martens est capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Intention et à prendre leurs responsabilités. C'est-à-dire d'abord à accéder à une certaine remise en ordre intérieure.

Pour nombre d'hommes politiques en effet, l'obstacle majeur sur lequel bute le gouvernement de M. Martens est celui de la division des deux grandes familles politiques qui la composent depuis que les « cercles linguistiques », pour les libéraux, ont quitté la pouvoir.

Longtemps empêchées par l'opposition entre Flamands et francophones la vie publique avait été désolée, mais soumise avant tout aux querelles intestines qui déchiraient les socialistes d'une part, les socialistes de l'autre et il est vrai que ces querelles ne sont pas sans rapport avec les divisions linguistiques, même si elles « correspondent » exactement, chez les socialistes francophones, à André Coen, à Jean Van der Linden, à Louis Giscard d'Estaing, à Louis Giscard d'Estaing, à Louis Giscard d'Estaing.

Deux conceptions de la société

Il est très significatif, à cet égard, de constater combien de nombreux responsables flamands, naguère encore, « intimes », découvrent qu'une réorganisation très poussée d'un système fédéral, voire confédéral, pourrait réduire les charges de leur région. Et une récente enquête menée conjointement par les deux grands quotidiens le *De Pers* et le *De Pers* a montré que, dans les deux communautés, ce qui est le plus souvent demandé, c'est la mise en œuvre d'une réforme de la structure administrative, c'est la mise en œuvre d'une réforme de la structure administrative, c'est la mise en œuvre d'une réforme de la structure administrative.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

La Belgique en voie d'appauvrissement

Bruxelles. — Ce gouvernement doit être capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. D'après le libérateur d'Europe, le gouvernement de M. Martens est capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. D'après le libérateur d'Europe, le gouvernement de M. Martens est capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

La Belgique en voie d'appauvrissement

Bruxelles. — Ce gouvernement doit être capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. D'après le libérateur d'Europe, le gouvernement de M. Martens est capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. D'après le libérateur d'Europe, le gouvernement de M. Martens est capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.

Le dialogue entre les deux grandes puissances

M. Genscher a eu une entrevue avec le ministre de la Défense soviétique, Andreï A. Gromyko. Les deux hommes ont eu une première entrevue avec M. Genscher, le chef de la diplomatie ouest-allemande devant être reçu par M. Leonid Brejnev.

Son gré, mal gré, les Allemands de l'Ouest sont accablés par une nouvelle fois à jouer les « hommes courtois » entre eux. Et c'est l'Union soviétique. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères rappelle l'invitation de la Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne, alors que le président de la République allemande a été invité à une visite d'Etat en Pologne.



chemises CAPEL: extra extra longues

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes fort: 74 boulevard de Sebastien Paris 3 26 boulevard Malesherbes Paris 8 Centre Com. Mont-Moutpansse Paris 15

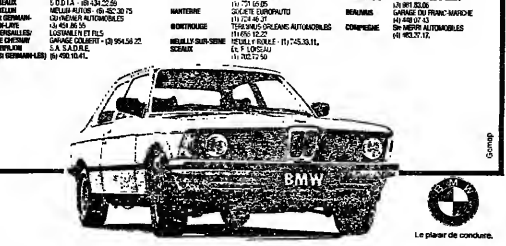
Face à face avec BMW.

Nouvelle BMW 318i: encore plus performante, encore plus sobre.

Développer les performances propres à l'image BMW en réduisant consommation et entretien est un pari difficile mais réussi une fois encore. Illustration de l'avance technologique BMW, la nouvelle 318i à injection électronique voit sa puissance augmenter de 7% et sa consommation diminuer de 8%. Sûre, confortable et de dimensions compactes, la BMW 318i est l'habitier direct des grandes berlines, et traduit le tempérament sportif de la marque.

BMW 318i : 105 ch DIN, 10 CV fiscaux, 7.1 à 90 km/h, 9.1 à 120 km/h, 10.4 en ville.

Le plus proche concessionnaire BMW vous invite à l'essayer.



Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

Le plaisir de conduire.

MAINTENANT, LE CHOIX EST CLAIR.

Les candidats se sont déclarés. Ils ont exprimé avec plus ou moins de précision leurs idées. Leur programme pour sortir le pays de la crise.

Maintenant, avant le 1^{er} tour, il vous reste à vous interroger pour bien choisir.

Le candidat socialiste.

Pour la 3^e fois.
Il exprime les mêmes idées.
Il n'a pas changé de programme.

Et pourtant tout a changé dans le monde.

Il propose la même politique.

Cette voix, nous n'en avons pas voulu, il y a 7 ans.

La voulons-nous aujourd'hui?

Sommes-nous prêts, dans les circonstances actuelles à tenter l'aventure, à prendre tous les risques?

Avons-nous confiance en lui?

Le Président sortant.

Il avait demandé 500 jours pour que tout aille bien.

Nous lui avons donné 7 ans. Franchement, est-ce que tout va bien?

Il réclame à nouveau 7 ans en disant: "cette fois, j'ai compris ce qui fallait faire".

Allons-nous lui donner 7 ans de plus?

Avons-nous envie de continuer avec lui?

Jacques Chirac.

Un espoir entre la résignation et l'aventure. Un homme nouveau. Un homme de conviction et de parole.

Des idées de bon sens pour relancer l'économie et créer des emplois. Des idées concrètes pour améliorer le pouvoir d'achat des Français.

Le sens de la solidarité et de l'image de la France dans le monde.

Aujourd'hui, dans les circonstances actuelles, seul Jacques Chirac propose des solutions.

N'est-ce pas le Président qu'il nous faut?

Jacques Chirac,
le Président qu'il nous faut.

COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE JACQUES CHIRAC.

الشيخ محمد بن زايد

La campagne de M. Giscard d'Estaing

A Pontoise et à Meudon: dissoudre l'Assemblée équivaudrait à annuler le choix démocratique des Français

M. Valérie Giscard d'Estaing devait présider, jeudi 2 avril, à Paris, une réunion des responsables de ses comités de soutien. La veille, le candidat a poursuivi sa campagne électorale par deux meetings en région parisienne, à Pontoise et à Maugzon. Accoutumant le caractère officieux de sa campagne, et affirmer son caractère officiel de campagne officielle, M. Giscard d'Estaing est apparu comme, avant tout, soucieux de répondre point par point aux propres thèmes, mardi soir, par M. Mitterrand, lors de l'émission « Le grand débat », sur TF 1.

Ne résistant pas au plaisir de relever, pour la première fois, le défi du débat télévisé, le candidat a proposé, du minimum vieillottes (voir « le Monde » du 2 avril), il s'est efforcé de démontrer que

Celui-ci est disqualifié pour se proposer comme le continuateur de l'action du général de Gaulle en matière de défense nationale, étant donné que les socialistes n'ont jamais voté les budgets de la défense. En bon tacticien, M. Giscard d'Estaing a voulu immédiatement allumer des contre-feux devant le risque de voir M. Mitterrand développer un discours qui ne peut — sur ce point — qu'évoquer des échos favorables dans l'électorat gaulliste.

La plaie du salaire de Varsovie n'étant manifestement pas refermée, le président sortant a choisi de répondre en insistant — maladroitement — sur la dualité de sa position de « citoyen-candidat ». Même en campagne électorale il reste le président de la République

en exercice, sur qui pèse la lourde responsabilité de prendre les décisions essentielles pour la sécurité de la France », c'est-à-dire, éventuellement, d'appuyer sur le « bouton » de la force atomique.

M. Giscard d'Estaing a fait part également de l'amertume qu'il a éprouvée au moment où la France est intervenue militairement en Afrique, époque à laquelle, sans « aucun soutien », il a ressenti la « solitude de Kolwezi ».

Estimant qu'il ne serait pas dans la tradition républicaine - que le gouvernement de transition envisagé par M. Mitterrand - mais qu'il préfère qualifier d'interimaire - prenne des décisions importantes, M. Giscard d'Estaing a laissé entendre qu'une dissolution de l'As-

semblée nationale équivaudrait à • annuler le

choix démocratique des Français ».

Ces critiques, et ces réfutations, faites devant un auditoire enthousiaste, ont illustré une nouvelle fois la volonté du chef de l'Etat d'apparaître comme un candidat parmi d'autres — on m'attaque, je réponds... — qui n'est pas fiché de constater que l'on ne le considère pas comme tel. C'est tout à fait semblable à ses concurren-
ces. M. Cisarut d'ailleurs n'a pas sans doute que cette différence s'explique par son curieux statut de « président-candidat ». Mais quel autre candidat refuse à ses adversaires le droit d'évoquer tel ou tel thème (Varsovie, la défense, et celui d'avoir sa propre « lecture » de la Constitution ?) LAURENT ZECCHINI.

Le premier meeting de la Région d'Ostang dans la région parisienne s'est ouvert, mercredi 1^{er} avril, à Pontolise (Val-d'Oise), dans le hall conspéquant, devant une foule de 150 à 200 personnes. Après les interventions de M. Lachennet, maire de Pontolise, et Salvi, sénateur, M. C. C. P. a élu pour président le conseiller général du Val-d'Oise, le président de la République se déclare frappé par le caractère et l'importance de la manifestation. Il a déclaré qu'il avait le plaisir de venir à Pontolise, mais qu'il ne pouvait pas venir à Paris.

« Je ne prépare le plus longtemps possible à faire à l'étranger. Personnellement, je dirais que de venir parler aujourd'hui de la sécurité de la France c'est n'y avoir posé rien de plus que ce cinq ans, disant qu'il y a eu une guerre mondiale ».

M. Giscard d'Estaing assure que les armements qui entrent en service à partir de 1980 seront trois fois plus nombreux qu'aujourd'hui, sans même parler de la puissance militaire du monde, « et à l'égalité, au point de vue technologique, et à partir d'une technologie qui sera la même, celle des Etats-Unis et l'Union soviétique ».

[illegible][illegible]

**TREIZE BLESSÉS
DANS L'EFFONDREMENT
D'UNE TRIBUNE**

[illegible][illegible]

LE SYSTÈME DE LEUR

M. Valéry Giscard d'Estaing devant les académies de Sorbonne et de Médecine le 28 mars 1974.

[illegible]

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

après-vente
(non vendu dans les kiosques)

**LA FRANCE
DANS
LE MONDE**

Envoyez 25 timbres (timbres à 7 F ou chèques) à : **APRÈS-DEMAIN**, 27, rue Jean-Dalest, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 80 F pour abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

ALLO, Y.G.E. 81-88. ?

Les « jeunes giscardiens » ont, en place, mercredi 1^{er} avril, une ligne téléphonique directe pour « six millions de jeunes ».

En composant sur leur cadran de téléphone 1 0 5 0 0, les jeunes giscardiens peuvent entendre un message enregistré de M. Giscard d'Estaing et formulé pendant treize minutes demandes et suggestions. Ces appels aboutissent à un standard qui enregistre les questions et les suggestions durant quinze jours, et six messages se succéderont pendant la durée de l'opération.

M. Leclercq a voulu comprendre qui résout les problèmes. M. Clément-Estang s'est rendu compte que la solution n'est pas dans les cotisations, destinées à marquer du premier ministre, qui ont servi à conduire le redressement économique de la France et qui, à présent, nous le pétrons, les bases solides à partir desquelles nous pourrions entreprendre de nouvelles actions.

Il revient au débat sur la dissolution de l'Assemblée nationale.

(Prolongée)

A SAINT-TOUPÉZ

A SAINT-TROPEZ
CHARLES BERNHOLC

vous propose
un merveilleux terrain
de 8 400 m²
plat, calme, résidentiel
et prestigieux
majestueux pins parasols
130 m. de façade sur plage
maison de 300 m² à rénover
sur caves utilisables.

AGENCE DE PAMPLOUNE
13350 RAMATUELLE
Tél. (94) 07-10-67 Téléc. 06154 P/008

LE 23 MARS 1979
UNE PROVOCATION
POLITIQUE

Avec des documents inédits et confidentiels
Un livre qui fait réfléchir...
La contre-enquête de Claude PICANT
Editions Jean Picollec
Commandez-le chez votre libraire

La mémoire des pierres racontée par 7 grands écrivains.

Châteaux amoureux, châteaux fantastiques, châteaux joyeux... 82 des plus beaux châteaux de France : découvrez sous un angle original. Promenez-vous dans ce livre et laissez-vous séduire par l'écriture.

de Max-Pol Fouchet, Jean d'Ormesson, Georges Conchon... Album des châteaux de France : une grande évocation littéraire animée par une superbe galerie de photos en couleurs.

Sélection du Reader's Digest éditeur de livres ? Ouvrez celui-ci et vous découvrirez un éditeur exigeant. Quel que soit le sujet, il est traité par les auteurs les plus qualifiés.

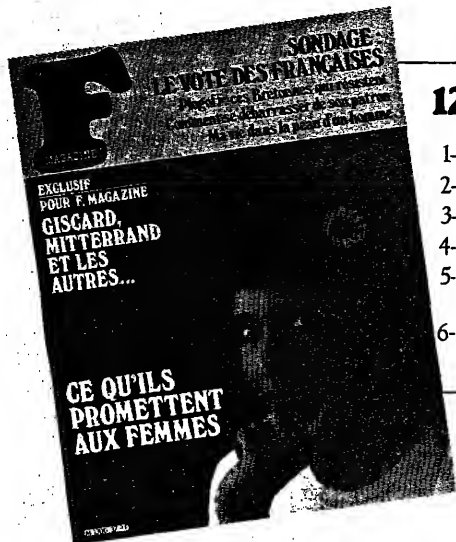
Les faits ne sont jamais déformés pour être simplifiés. De la couleur des illustrations, des encadrés : Sélection crée de beaux livres dont la lecture est toujours passionnante.
Résultat : des ouvrages de référence dont l'intérêt ne s'épuise pas.

 Sélection du Reader's Digest.

En vente chez votre libraire:

Dans F Magazine les femmes disent ce qu'elles veulent

Dans F Magazine les candidats leur répondent



12 mesures pour les femmes:

- | | |
|------------------------------|---------------------------------------|
| 1- crèches | 7- pacte pour l'emploi |
| 2- égalité professionnelle | 8- pensions alimentaires |
| 3- droit des femmes | 9- Grenelle au féminin |
| 4- loi anti sexiste | 10- 50% d'élues municipales |
| 5- garde des enfants malades | 11- campagne TV pour la contraception |
| 6- congé parental rémunéré | 12- I.V.G. à 12 semaines |

Les femmes. 53% du corps électoral. Ce sont elles qui feront la décision aux présidentielles. Tous les candidats les courtisent, aucun ne s'était engagé. F Magazine a créé l'événement: sa rédaction a élaboré, en 12 points, la charte des mesures qui pourraient vraiment changer quelque chose à la vie quotidienne des Françaises dans les années 80. L'Ifop l'a soumise à un échantillon de 2 000 femmes, représentatif de la population française de 15 ans et plus, du 17 décembre 1980 au 2 janvier 1981.

12 mesures ont été plébiscitées par plus de 50% des femmes. F Magazine a publié les résultats dans son numéro de mars. Il restait à obtenir qu'à leur tour les candidats s'engagent, et par écrit. F Magazine les a interpellés et tous, Giscard, Mitterrand... et les autres jusqu'à Coluche, lui ont répondu. Et ont commenté ces 12 mesures. F Magazine d'avril publie en exclusivité leurs réponses: un événement dans l'histoire des rapports entre les femmes, la presse, et la politique.

Qu'elles soient déçues, satisfaites, ravies, indignées ou stupéfaites, les électrices sauront désormais, en lisant F Magazine d'avril, à quoi s'en tenir, et voteront en connaissance de cause.



L'évènement au féminin.

(Audience CESP 1980: 1.484.000)

LA LUTTE DES PROSTITUÉES SIX ANS APRÈS

Macadam girls

L'Association d'action et de défense des femmes prostituées (1) a présenté, mardi 21 mars, à Paris, le premier numéro du journal « Macadam », tiré à dix mille exemplaires, cette publication bimestrielle se propose de réunir des témoignages de prostituées et de donner des informations

sur l'état des luttes. L'association avait organisé ce même jour un débat sur « la prostitution et les lois » et rendu public un rapport remis à la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. et Genève, sur « la situation des femmes prostituées en France ».

Grégoire, Mary, les Carols, continuent leur « travail de taupes ». Il y a six ans, les prostituées en colère manifestent, occupent les églises, s'opposent aux lois, et le gouvernement nomme un « Monsieur Prostitution ». Puis, à leur tour, on les oublie. Le rapport de M. Guy Pilon au fond d'un tiroir, les parliatendances, comme elles étaient parfois devant un public choqué, ne devaient plus compter que sur leurs propres forces. « Aujourd'hui, nous sommes abandonnées, on ne s'intéresse plus à notre sort », constate Carole. Restent les souvenirs. « Les grèves du chèque de Giscard à Charente-Maritime sous les poches des femmes comme par miracle, les prostituées qui touchaient le gazon de pers... Nous n'avons fait aucun mal, simplement nous sommes des femmes... »

« A la tribune, Grégoire — le nom d'une héroïne des romans écrits par le journaliste — évoque cette merveilleuse journée avec un ton de nostalgie. « Nous étions parties le matin dans un car loué par l'agence de Montparnasse... »

« Pour la nouvelle ardeur, explique Carole, le film réalisé en 1975 (sans par moi) : il y a des filles qui ne leignent pas... la se présente : « Je suis la femme prostituée qui voulait poursuivre Giscard pour proxénétisme... Elle a été imposée pour 570 000 francs. S'opposer, se

Mauvaise humeur chez les policiers de la brigade de répression du banditisme

Vieilles autos et revolvers enrayés

Des véhicules de service en nombre très insuffisant et souvent en mauvais état de marche, un armement individuel mal adapté, telles sont les deux raisons majeures qui ont amené, ces jours derniers, les policiers de la brigade de répression du banditisme (B.R.B.) à manifester — très symboliquement — leur mauvaise humeur.

Le parc automobile dont disposent les cent trente inspecteurs et commissaires de ce service chargé de lutter contre la grande criminalité dans la capitale (à l'exception nationale, cette police nationale à l'Office de répression du banditisme (O.R.B.), se monte actuellement à vingt-quatre véhicules, dont certains seraient largement dépassés les 100 000 kilomètres et dont la plupart ne seraient de toute façon, rivaliser avec les puissantes cylindrées qu'utilisent de préférence les malfaiteurs.

Obéissant à cet état de fait, le revolver Manurhin, dont sont dotés ces fonctionnaires qui en ont cause : les policiers reprochent à cette arme de s'enrayner rapidement et d'être difficile à manier. L'ont expliqués les deux experts armuriers que nous avons interrogés. Contre pour tirer des munitions de calibre 357 Magnum (calibre égal à 357 millimètres), ce revolver six coups est actuellement livré à la police nationale avec un barillet prévu, pour recevoir des cartouches du calibre 9 millimètres Parabellum.

Or, si la munition Magnum, de type dit « à bourrelet », se comporte convenablement, en revanche, celle du modèle Parabellum, qui est de type « à gorge », si elle est initialement prévue pour être tirée exclusivement dans des armes automatiques (comme le pistolet MAC-50, par exemple, qui équipe encore un grand nombre de policiers français), a tendance à gonfler lors de sa mise à feu. Une force pression engendrée par cette cartouche super-puissante provoque tout d'un coup un recul du barillet, qui se casse et se brise, pour tourner normalement et l'arme s'enraye.

À la direction de la police judiciaire, on se borne à dire que « la mauvaise humeur » des poli-

MANGER GRATIS AVEC « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

A plusieurs reprises déjà, des jugements, par définition récents, ont montré que la loi « sécurité et liberté », promulguée le 2 février dernier, soulevait, contre le gré affiché de son auteur, soit à une moindre répression des infractions, soit à des poursuites juridiquement impossibles.

Un nouvel exemple vient d'en être donné par un jugement rendu à Saintes (Charente-Maritime) le 18 mars. Ce jour-là comparait devant le tribunal un jeune homme qui, ainsi qu'il le reconnaissait, n'avait pas payé les repas servis dans l'hôtel où il avait pris pension. Le commerçant demandait le remboursement des sommes dues : 494,50 F.

Le tribunal a cependant fait droit à la plaidoirie de l'accusé qui demandait la remise de son client, en vertu de l'article premier, alinéa 1 de « sécurité et liberté », qui prévoit : « Les atteintes par la violence aux personnes et aux biens sont poursuivies conformément aux dispositions ci-après » de la loi. Le tribunal a donc, en fait, la procédure suivie contre le délinquant qui avait comparu le jour même de son arrestation.

Estimant qu'il était « impérativement tenu d'interpréter strictement la loi et [qu'il] ne saurait élargir le domaine de celle-ci à des nouvelles catégories d'infractions que la loi n'a pas expressément fait figurer dans son champ d'application », le tribunal renvoie que « la libération d'éléments d'encre pas dans la catégorie des atteintes par la violence aux personnes et aux biens ».

Il a donc jugé que le recours à la peine directe n'était pas applicable dans ce cas et a annulé la procédure suivie jusqu'à là. Il a renvoyé « M. le procureur de la République » à se pourvoir, ainsi qu'il a été le mangeur indolent, a par conséquent, été remis en liberté.

M. MAURICE BOUVIER EST NOMMÉ INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION

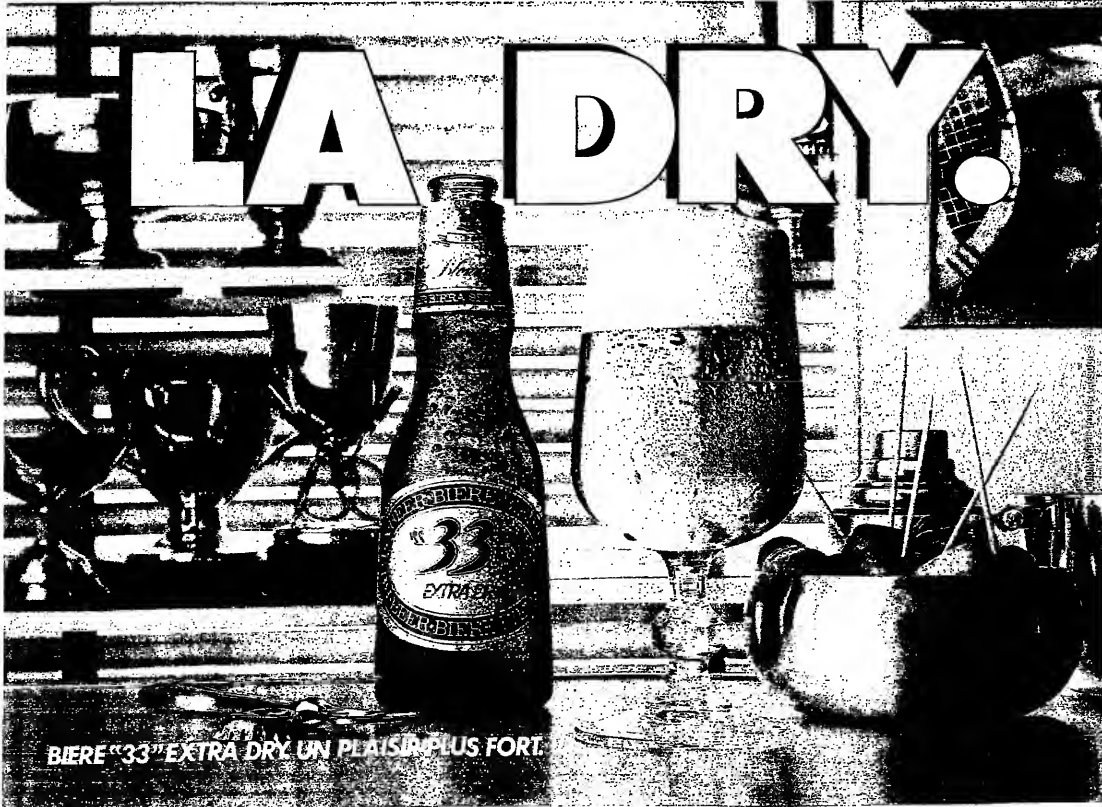
Le conseil des ministres, du mercredi 1^{er} avril a nommé inspecteur général de l'administration M. Bouvier qui demeure directeur des services actifs de la police nationale et directeur central de la police judiciaire. Cette nomination intervient en application d'un décret du 12 mars 1981 qui prévoit que « deux emplois d'inspecteur général de l'administration sont réservés aux fonctionnaires qui ont occupé pendant deux années au moins un emploi de directeur des services actifs de la police nationale, ou celui de chef de l'inspection générale de la police nationale ».

D'autre part, à compter du 2 avril, M. François Le Moncler, contrôleur général, chef de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants depuis juillet 1971, devient directeur adjoint de la police judiciaire à la préfecture de police de Paris. Il sera remplacé à la tête de l'O.C.T.I.S. par le commissaire principal Jacques Franquet, jusqu'alors chef du S.R.P. en Corse. Enfin, M. Jean Etcheberry, commissaire principal, chef du S.R.P. de Bordeaux, succède à M. Franquet au S.R.P. d'Alsace.

Un agent de la R.A.T.F. tué en gare de Saint-Bonnet (Val-d'Ariège). — Un agent de la R.A.T.F. a été tué et un autre blessé en gare de Saint-Bonnet (Val-d'Ariège) sur la ligne à double voie, lundi dernier, 2-3-81, ap-

près le 1^{er} avril. Les deux agents ont été happés par un train qui circulait sur une voie de manœuvre de la S.N.C.F. La C.G.T. souligne que cet accident aurait pu être évité, s'il y avait eu une présence humaine en tête du convoi

de marchandises. À la direction de la R.A.T.F. on précise que les deux hommes ont emprunté la voie S.N.C.F. pour rentrer de la gare de Saint-Bonnet, pour des raisons professionnelles, ils n'auraient pas dû s'y trouver.



cert

Sans engagement de votre part,
demandez dès aujourd'hui
la documentation
«Manuel de l'Auteur-Editeur» à ;
Dominique LABARRIERE Editeur
B.P. 2 41230 MUR DE SLOGNE

Envoyez votre règlement à : LE MDNDE, Promotion Abonnements,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

Biographies
GENETTE GUITARD-AUVISTE :
Piél Morand. — La vie et l'œuvre

★ RACINE, de Jean-Louis Backès. O Écrivains de toujours n.
Le Seuil, 128 pages. Environ 20 F.

On se régale des pages où Pinel, après avoir souligné le trop vulnérable émotivité des maniaques, les incite à torréfier leur âme par les maximes de morale des anciens philosophes : « Les écrits de Platon, de Plutarque, de Sénèque, de Tacite, les Tusculanes de Cicéron, écrit-il, vaudront bien mieux pour les esprits cultivés que des formules stérilement combinées de toniques et d'antispasmodiques. » — R. J.

ange
nt :
d'écrivains, de journalistes, de
professeurs, d'étudiants, d'hommes
politiques, ont répondu à la ques-
tion posée par « LIRE ». C'est

1525000

Popper et Wittgenstein

● Un malentendu historique.

A la mode depuis peu, la philosophie anglo-saxonne n'est pas moins un continent obscur dont la géographie est mal connue. Même ses origines géométriques n'ont pas, jusqu'à présent, fait l'objet d'une étude exhaustive. Quels rapports y a-t-il entre le premier et le second Wittgenstein ? Entre celui-ci et les positivistes ? Entre Popper et ses disciples ? Autant de questions qui restent sans réponse, et que le dernier livre de Dominique Lecourt étudie, non sans succès, de dénouer.

L'Ordre et les Jeux se présente, en effet, comme une histoire du positivisme logique, des idées qui présidèrent à sa naissance et des premières critiques qui lui furent adressées par une contemporanéité. Tout commence avec la fondation, par Moritz Schlick, du Cercle de Vienne. Carnap, Neurath et ses autres membres ont un certain nombre d'idées en commun. D'abord, ils pensent que la théorie de la relativité met un point final à la crise que la physique avait connue au dix-neuvième siècle. Ensuite, ils nourrissent l'espoir que la logique moderne — formalisée par Russell et Wittgenstein — permettra de clarifier la crise ouverte dans les mathématiques par les travaux de Cantor, Borel, et partant la correction de l'erreur de la logique classique, et conservent, durant les années 30, la même optimisme indubitable.

Karl Popper, lui, est beaucoup plus sceptique. Adversaire du nazisme comme du marxisme, il penche plutôt du côté de F.A. von Hayek, l'économiste libéral qui ne cesse de combattre les théories de Keynes, grand ami des positivistes logiques. On peut donc voir en Popper un opposant résolu au Cercle de Vienne : d'un côté, il ne se

fait pas faute de rappeler cette opposition tout au long de son ouvrage — mais sans être entendu. Et ses continuateurs (Falsch) et les jeunes philosophes qui se montrent les plus critiques envers l'épistémologie positiviste (Kuhn, Feyerabend) ne semblent avoir bien pris la mesure de l'écart qui sépare Popper et les positivistes.

Un imbroglio

Enfin, Wittgenstein lui-même le confond avec ses derniers, et peut-être le fait-il admettant, afin de se venger d'avoir été considéré — justement par Popper ! — comme un disciple du Cercle de Vienne. Imbroglio, que la mort de Wittgenstein n'a nullement contribué à dénouer : rarement deux conceptions du monde et deux pratiques de la philosophie, pourtant voisines et fréquemment confondues, ont été aussi radicalement étrangères l'une à l'autre.

Il fallait, pour nous introduire à ce paradoxe, le travail patient d'un philosophe, qui ne se contente pas d'épeler les textes, mais qui analyse, au besoin, prouve par la parole, et surtout, avoue ses préférences et ses inhibitions. Tel est sans doute le principal mérite de Dominique Lecourt.

On peut, en revanche, se montrer plus sceptique envers la dernière partie, où l'auteur prétend opposer au « positivisme » carnapien le besoin de liberté du second Wittgenstein, et rester perplexe devant le concept de « sur-matérialisme » sur lequel débouche son analyse. Mais peut-être celle-ci constitue-t-elle une contribution indispensable à la connaissance de la philosophie contemporaine, hors de notre égarage. — G.D.

★ L'ORDRE ET LES JEUX, de Dominique Lecourt, Grasset, coll. « Figures », 265 pages, 20 francs 50 F.

Qui était donc Lilith ?

(Suite de la page 17)

L'Étrange est que ce résidu de mythe ait eu la force, dans une période tardive, de confectionner un autre mythe, tout à fait complet, un mythe des origines. On se souvient que la Bible insiste sur la Création. Elle dit d'abord que le Créateur inventa ensemble la femme et l'homme. Elle prend un peu plus loin que la femme fut fabriquée après l'homme. Voilà une énigme. Or l'Alphabet de Ben Sirah, un livre rabbinique du onzième siècle, se fait fort de conseiller les deux versions, avec l'aide de Lilith.

Ces Alphabets disent que le bon Dieu est d'abord partisan de l'égalité des sexes, il façonne un homme et une femme, Adam et Lilith, dont le rang est égal. Malheureusement, les tribulations commencent quand il faut faire l'amour. Adam entend pratiquer le coït en position dominante, mais Lilith a la même idée, si bien que leurs ébats ne marchent pas. Lilith soutient sa cause. Adam n'écoute point. Lilith se décourage et présente ses doléances à l'Ineffable.

L'Ineffable a une solution. Il donne à Lilith une paire d'ailes, et Lilith s'en va. Adam est bien attrapé : « La femme que tu m'as donnée s'est envolée ». L'Ineffable dépêche trois anges auprès de Lilith, mais Lilith s'endort. Comme elle est séduite, elle surmonte un autre ange, Samael. Ce Samael est partisan de l'égalité des sexes ; il courtise Lilith, et le couple s'établit dans la vallée de Jehannum, mais ce n'est pas une joyeuse idylle, car l'autre noir de la vallée est Gehéme — autant dire que le couple est infernal. Du reste, Samael porte aussi le nom d'Adam-Belial, un nom de désolation. Notre Adam (Adam-Kadmon) connaît une autre femme, extraite de lui, Eve, moins mauvaise que Lilith, mais qui, comme quelques ébous dans le jardin d'Éden (peut-être le serpent n'est-il autre que Lilith).

Comme beaucoup de livres de ce genre, celui-ci mobilise beaucoup de savoir. Jacques Bri sonnet Lilith à une petite population. Il la passe aux rayons de l'ethnologie, de la linguistique, de la philologie. On se doute aussi que Jacques Bri demande à Lilith de dire un mot sur notre modernité, et l'on devine que c'est ce mot.

Une femme mauvaise

Lilith — ou plutôt le mythe dont elle est le témoin — a dû être conçue il y a dix, quinze millénaires, comme les sociétés primitives matrilinéaires succombaient sous le poids de boutoir des mâles. Et le pouvoir paternel dès qu'il s'est mis en place, s'occupe de régler leur compte à toutes ces déesses-mères, bonnes et fâchées, qui regardent avant l'aveu et les autres divinités paternelles. Destruiées, les anciennes déesses sont transformées en démons. On forge une mère obscure, une femme mauvaise. Lilith commence sa carrière.

Depuis ce temps, les choses ont évolué. Dès le dix-neuvième siècle, on mesure que le pouvoir paternel n'est pas le Père. La technique, par exemple, est un triomphe et une calamité ensemble. Jacques Bri se demande alors s'il n'est pas temps de relâcher, à l'œuvre, le saint effrayé à la fin du paléolithique, afin de restaurer « une civilisation de la femme ».

GILLES LAPOUGE.

★ LILITH OU LA MÈRE OSCURE, de Jacques Bri, Fayot, 207 pages, 20 francs 50 F.

Atelier de poterie
15 rue de la Cité
accueille un groupe
d'amateurs de 3 à 65 ans
SUDRE LACROIX, 14 rue de la Cité, 02-301 22 22 22

essais

BERNARD GUENÉE

Histoire et culture historique dans l'Occident médiéval

"Une écriture élégante, une richesse insoupçonnée d'information, jettent une lumière intense sur un champ jusqu'ici demeuré dans l'ombre."

PIERRE CHAUDRY / LE FIGARO

Nous les assistantes sociales 1930-1960

Témoignages présentés par YVONNE KNIBIEHLER

Préface de REINE REMOND

"Il nous faut sans tarder faire part du plaisir intense pris à la lecture de ce livre qui, une fois relégué, vous fait dire : « quelle Histoire, quelles femmes. »"

ACTUALITÉS SOCIALES

AUBIER

trois études retenues pour publication par la FAC

Discours aux scientifiques en l'honneur d'Albert le Grand KAROL WOJTYLA

L'église en France Analyse doctrinale PAUL TOINET

Naître à Dieu Questions sur le baptême FLORENT GABORIAU

rapport : Collection « Avec » FLORENT GABORIAU

HANS KÜNG Problèmes posés « Écrit dans une langue agréable - ce qui ne gâche rien - ce livre exprime avec bon sens une position modérée, et le souhaite qui lui ne soit exclu du dialogue nécessaire ». Centre Protestant d'Etudes et de documentation, FAC - 30, rue Madame - 75006 Paris - Tél. : 548 76 51

BERNARD PIVOT: "LIRE GRANDIT"



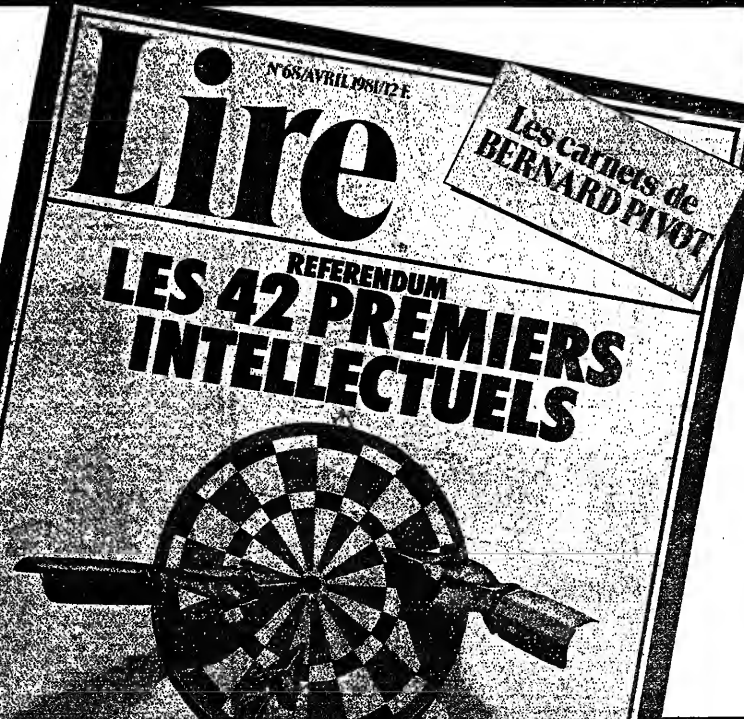
Créé il y a cinq ans, LIRE est devenu le premier magazine des livres (diffusion OJD 80 : 97 000 exemplaires).

Chaque mois nous publions des extraits des livres les plus passionnants du moment.

Pour aller plus loin nous renouvelons la formule de LIRE avec son numéro d'Avril : un format qui double, une grande enquête d'actualité, mes "carnets", un graphisme nouveau, et... bien sûr, les meilleurs extraits.

Vous verrez que le plaisir de lire commence avec le nouveau LIRE.

EN VENTE PARTOUT



LA PESTE

Quelques propos et jugements sur *La peste* parvenus jusqu'à présent.

ste, je ne m'y connais pas en psy-
analyse : je ne peux que dire
ec Polonius : « Il y a de la mè-
ode dans cette folie. »

[illegible]

Symphonie en sols anciens

La sagesse est finalement de payer un peu plus cher chez les antiquaires spécialisés des tamarins tréés, découpés, nettoyés, vendues environ 200 F le mètre carré, livraison comprise. La pose, les joints, les finitions, le maçon s'en chargera, à condition de prévoir une réserve de 6 cm au-dessus du mortier de base. La porosité d'agorasil rapidement en nourrissent le terre cuite avec de l'huile de lin ou de l'huile d'oxane additionnée de thérbentine. Et, pour l'italien, le savon noir au la citre neutre donne au carrelage un bel aspect satiné.

des dallages

le royale paille des delices
encrautré, au vant la pré-
tence de l'enlignature. Ses
carrés de pouvoir combiner
carrages d'entrelaie et dallages
modernes, coupés à la mesure
des harmonies complémentaires ;
celaines d'ile-de-France, merbe
noir, tomates rouges, grès d'A-
mies en pica d'un dallage ap-
prouvé une réserve de 10 à
15 centimètres d'épaisseur. Il
faut aussi penser au poids, qui
s'élève à 180 kilos environ sur
mètre carré.

Les travaux de réhabili-
tation des vieilles demeures,
Jean Joy se charge de fournir
les matériaux : carreaux, car-
bandeux, appuis de fenêtres,
balustrades, vasques et fontaines.
Paysagiste des dallages insé-
parables, les artisans, disposés
d'une équipe qui travaille tou-
jours à l'ancienne, sont avec des
matériaux de qualité, soit avec des
poches de ciment.

Versailles

récoépérature de cheminées, de portes, de boiserie et d'éléments d'architecture, chacun propose, selon ses trouvailles et son imagination, diverses combinaisons décoratives. Fin connaisseur. Pierre Guitard, installé dans les Yvelines à l'enseignement d'un vieux manège, expose dans sa propre demeure un appartement original de tomatte encadrée de 1 mes de chêne qui évoque les panneaux des parquets Versailles.

GERSAINT.

ANTIQUAIRES SPECIALISES

JEAN JOLY r. L. rue Michel-
Bérard, 66/68C - Lamerlayrie (pre-
sente des objets d'art, bijoux, etc.).
R.N. 167. Tél. 18-10 / 421-56-78.
(écoutez le dimanche).

JEAN-PIERRE DEBRAS r. St. re-
Rias, 45309 Saint-Denis. Télé-
phone 603-39-82 (livrer le dimen-
che). - L'Estre des Antiquai-
res, objet de Palais-Royal, 75001 Paris.

JEAN QUATRE - 4, rue de
Paris, 75558 Bessanville. Té-
léphone 81, entre La Grotte-le-
zard et L'Estre des Antiquai-
res. R.N. 167.

JEAN-PIERRE FOUILLOY, rue
Richard, 78698 Versailles. Télé-
phone 951-78-61.

CHUQUIN - 10, rue d'Angoulême,
21210 Villedieu.

ANTIQUAIRE DU GARDINAGE.
25, rue de la Chapelle, 75010 Paris
à St-Mur, 75018 Les Epaves.
Tél. 861-88-82.

CHUQUIN - 10, rue d'Angoulême,
49438 Durtal.

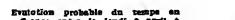
RENOUËL - CHAPPIN, château de
la Chapelle, 35420 St-Sauveur. Té-
léphone 35-35-31.

ROZAND, La Deslaurière,
26100 La Chapelle. Tél. 26-10-10.

FOIRES ET SALONS

Paris, hôtel George-V. Salon de la carte postale et du titre de collection : 23-25 avril. Nancy. Salon des antiquaires : 24-27 avril. Rouen. Salon des antiquaires de Haute-Normandie : 28 avril - 4 mai. Montpellier. Antiquités-brocantes : 28 avril - 3 mai. Troyes. Salon d'antiquités et brocantes : 30 avril - 4 mai. Ruelle-sur-Loir (72), antiquaires et brocanteurs : 1-3 mai. Strasbourg. Salon des collectionneurs : 1-3 mai. Paris. 2. Salon des antiquaires : 1-16 mai.

SITUATION LE 02-0451 A 0 h G.M.T.



Vendredi 3 avril, sur l'ensemble du pays le temps sera nuageux et brumeux. Il pleuvra temporairement sur les Alpes et les régions méridionales, mais des pluies durables sont surtout à craindre sur les Pyrénées-Orientales, le Bas-Languedoc et le Roussillon. Au rebours, l'Aquitaine, le Poitou et la Gascogne connaîtront d'éclaircies assez belles. Les températures subiront une faible chan-



Palais (Arcus).
 « Palais du Luxembourg », 15 h.
 23, rue de Condé, Mme Camille.
 « Palais de Louv », 15 h. métro
 Pont-Neuf, Mlle (Connaissance d'Ici et
 d'ailleurs).
 « Cour des comptes », 10 h. 30.
 12, rue Cambon, Mme Perard.
 « Pissarro », 14 h. 30, Grand Palais.
 Mme Roger.
 « Cour des comptes », 14 h. 15.
 métro Louvre, Mme Haullier.
 « Hôtel de Sens », 15 h. 1, rue du
 Figuier (Histoire et Archéologie).
 « Chez Maxim's », 18 h. 3, rue
 Royale, M. de La Roche.
 « Mairie de Lyon », 18 h. 30.
 12, avenue du Président-Wilson
 (Cronique culturelle).

**FORMATION
PERMANENTE**

**COURS OUVERTS AUX ARTS
LIBÉRAUX. —** L'Union des élèves de l'École nationale supérieure des arts et métiers organise des journées portes ouvertes à l'École nationale supérieure des arts et métiers le samedi 4 avril, de 9 heures à 17 heures, 151, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

PROBLEME N° 2900

HORIZONTALMENT

VERTICALEMENT

Solution du problème n° 2899

[illegible]

SECRET - SECURITY INFORMATION - (U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE: 1961 - O - 29)

ILE-DE-FRANCE

Polémique à l'Hôtel de Ville

A quoi servent les caméras-espions installées dans la capitale ?

L'installation, depuis 1974, de caméras mobiles en divers points de la capitale par la préfecture de police pour mieux réguler la circulation inquiète les élus socialistes de Paris. « Il semblerait, ont affirmé M. Bertrand Delanoë et Pierre Le Morvan, au cours d'une récente séance du Conseil de Paris, que la localisation de certaines caméras n'est pas toujours une relation directe avec les problèmes de la circulation », et ils ont demandé au préfet de police « de bien vouloir étudier dans quelles mesures l'utilisation de ces caméras ne nuit pas à l'exercice des libertés individuelles ».

Réponse purement technique du préfet de police : « Les emplacements et le matériel ont été choisis pour obtenir un champ de vision aussi étendu que possible. En effet, ce qui intéresse les spécialistes de la circulation, c'est soit le large champ de vision — exemple la place de la Concorde, — soit se concentrer — exemple les voies sur berge, — de manière à observer le mieux possible la circulation ».

Il est trop évident que les caméras mises en place pour surveiller la circulation peuvent servir à tout autre chose, notamment au contrôle des manifestations ou des meetings en cas de hold-up ou de prise d'otage. Question d'utilisation... Il faut noter que ces caméras identiques sont installées en province et dans d'autres capitales européennes.

M. Roger Belin quitte la présidence de la R.A.T.P.

M. Roger Belin, qui a atteint la limite d'âge, vient de quitter la présidence du conseil d'administration de la Régie autonome des transports parisiens. Son successeur n'est pas encore désigné et ne le sera vraisemblablement pas avant

l'élection présidentielle. C'est M. François Lévy, nommé vice-président le 11 mars 1981, qui assure l'intérim. Après une longue carrière administrative (il fut secrétaire général du gouvernement, il est actuellement conseiller d'Etat),

M. Belin resta durant dix-sept ans aux commandes de la Régie. C'est sous sa présidence que la R.A.T.P. est devenue l'outil moderne de transports en commun qu'elle est actuellement.

« Nous avons atteint les limites d'un métro raisonnable »

« Dans quel état êtes-vous trouvé le métro parisien en 1967 ? Le métro existait alors celui de 1900 à 25 % des lignes étaient des années antérieures à 1914 ; les méthodes d'exploitation n'étaient pas changées depuis l'entre-deux-guerres. C'était un outil vieillissant et fatigué mais qui marchait bien. Le métro avait une odeur particulière qui a maintenant disparu. Les Parisiens ont peut-être oublié cette époque, mais ils n'accepteront plus les conditions de transport des années 60 ».

Quelle a été votre première tâche ? Il fallait modifier l'état d'esprit de la R.A.T.P. Après la libération on lui avait coupé les crédits, elle avait donc dû arrêter son développement. Il était indispensable de lui redonner une certaine vitalité. Le gouvernement était prêt à fournir des crédits, mais il fallait être sûr qu'ils seraient à quelque chose. On ne savait plus ce que c'était que de creuser un tunnel, il a donc fallu faire appel à des hommes nouveaux à tous les échelons. Des jeunes ingénieurs de l'école des mines par exemple qui ont l'impression que le métro est le révélateur.

Comment est traduit ce réveil ? Pour rénover le matériel, on a d'abord choisi d'équiper les

rampe de pneumatiques. Après un démarrage difficile, ce fut un succès incontestable, mais dans un réseau en exploitation les travaux importants que cela nécessitait étaient difficiles à réaliser. » Aussi en 1968 - 1969, nous avons conçu un matériel moderne fer sur fer. Nous avons aussi augmenté le parc de rames, allongé les quais pour pouvoir augmenter le nombre de voitures par train, réduit les écarts entre les rames. Tous ces efforts pour accroître notre capacité de transport, pour transporter davantage de voyageurs, mais surtout pour les transporter dans de meilleures conditions.

Ce fut aussi sous votre présidence que le réseau s'est agrandi ? En 1964, personne ne parlait d'extension du « petit métro » ;

le schéma directeur d'extension de la région parisienne ne prévoyait pas. En étudiant comment relier la nouvelle ville de Créteil à Paris, nous avons constaté que le plus simple était de prolonger le métro. Le succès de ce premier prolongement nous a incité à faire de même ailleurs. » Le R.E.R. lui, avait été engagé avant mon arrivée. La construction de la Défense a entraîné un vieux projet qui traînait dans les cartons. On avait imaginé cette opération en 1945-1946 sans mesure toutes les implications, toutes les difficultés qui allaient apparaître, en particulier son coût. Il a fallu repenser les choses en haut, annoncer au gouvernement ce que cela allait coûter. J'étais en 1968 le « bataillon » du transport central. Pour celle-ci, j'ai eu deux aides : la Ville de Paris et le

président Pompidou.

Autobus pas assez prioritaires

réserve. La fréquence des autobus n'est donc pas encore celle que je voulais.

« C'est aussi pendant ces dernières années que les efforts de la R.A.T.P. ont été sensiblement réduits. N'ont-ils pas été trop vite dans ce sens ? — Une entreprise de transport est par définition une entreprise de personnes. Mon devoir de gestionnaire vis-à-vis de la collectivité consistait d'offrir le meilleur service au moindre coût, donc d'économiser la productivité, donc de réduire les dépenses de main-d'œuvre. Nous avons travaillé en ce sens, mais il est évident que, en même temps, diminuant le personnel, nous avons réduit la possibilité d'avoir un métro très ouvert, accueillant, sans contrôle, sans police, même sans « tourniquet ».

En dehors de ce problème de sécurité, quelles seront les tâches prioritaires de votre successeur ?

« Il devra mettre en œuvre l'interconnexion du réseau de la R.A.T.P. avec celui de la S.N.C.F. et améliorer le trafic des autobus en mettant en place des « sites propres », c'est-à-dire des voies qui leur soient réservées. Un retour des trottoirs est même possible sur ces voies.

Cela veut dire qu'il n'est plus nécessaire de créer de nouvelles lignes de métro ? — Il faut être très prudent car cela n'est pas évident. Il y a quinze ans, il y avait un réseau considérable en métro. Maintenant, si la population de la région parisienne reste ce qu'elle est, ce qui a déjà été fait, ce qui est en train de se faire, il y a un problème de métro. Il y a un problème de métro. Il y a un problème de métro. Il y a un problème de métro.

Propos recueillis par THIERRY BREHIER.

READY-MADE CANAPÉS

Spécialiste de canapés convertibles et déhoussables.

READY-MADE 40, rue Jacob 75006 Paris - Tél. 260.84.25.

SESSION 5 JOURS lundi 13 à vendredi 17 avril 1981

PAQUES math,phys

révision intensive - 2^e à terminale et français (1^{er})

SOS-MATH

Etablissement d'Enseignement Privé 8, rue de Valenciennes - 59311 LILLE Métro : Gare du Sud-Philippe

SEJOURS LINGUISTIQUES

anglais, u.s.a., allemand, espagnol, Italie...

cours de groupe • cours intensifs • service logement

inlingua

5, rue de Valenciennes - Lille Métro : Gare du Sud-Philippe

EN MAI, FAIS CE QU'IL TE PLAÎT...

A titre promotionnel et pour le mois de mai seulement, les Tour Operators spécialisés sur les BAHAMAS offrent une réduction exceptionnelle sur les vols directs hebdomadaires vers les Bahamas.

1 semaine sur BAHAMAS de 5 500 F à 5 900 F selon hôtel (transport - transferts - logement)

Renseignez-vous auprès de votre Agent de Voyages ou AIR BAHAMA 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris Tél. 742.52.26.

(Lc. 1053 - Lc.A 478 - Lc.A 345 - Lc.A 1009 - Lc.A 702)

2 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE PARIS-LUANDA-PARIS

A partir du 20 avril 1981, UTA Compagnie Aérienne Française et TAAG Linhas Aéreas de Angola - s'associent pour offrir 2 vols hebdomadaires vers l'Angola.

TAAG LINHAS AEREAS DE ANGOLA ANGOLA AIRLINES

UTA Compagnie Aérienne Française

AIR BAHAMA

PHOTO-CINEMA Comment acheter moins cher

CIRQUE vous reprend d'abord votre ancien matériel au meilleur prix, et vous propose du neuf à des prix alignés

Photo Ciné CIRQUE - 940 bis, boulevard des Filles du Calvaire 75003 Paris - Tél. : 887 66 50 (entre Bastille et la République)

Le matériel des reprises à visiter en grandeur avant d'acheter

destination ISLANDE "passeport autobus" 2.800 F

avion + carte de circulation.

(dépense groupée de Luxembourg)

Votre agent de voyages ou ALANT'S TOURS 298.00.75 17, rue Moléire 75001 Paris

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LES NOSTALGIQUES DU POUVOIR MEDICAL

Le fossé s'accroît entre le malade et son médecin.

Enquête de Yves Mamou

LE PROCES D'ALBERT EINSTEIN

Les adversaires de la raison attaquent Einstein. Une expérience menée à l'université d'Orsay va permettre de trancher.

Par Jean-Pierre Vigier

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Le Monde

économie

LOGEMENT

DANS UN RAPPORT SUR LA RÉFORME DU FINANCEMENT

L'Union des H.L.M. s'inquiète du « désengagement institutionnel de l'État »

C'est avec une grande discrétion que l'Union des H.L.M. tient l'engagement, puis lors d'un précédent congrès, de présenter au printemps 1981 un bilan de l'application de la réforme du financement du logement. Le document, mis au point après consultation de tant d'organismes (sur un millier environ), n'a en rien fait l'objet d'une présentation transparente susceptible d'attirer l'attention de l'opinion sur les lacunes et les faiblesses de la politique récente de l'habitat.

Le texte a été envoyé simplement aux responsables des organismes. S'il est exact, c'est que le comité directeur de l'Union des H.L.M., qui fédère les quatre grandes familles du mouvement (offices publics, sociétés anonymes et sociétés de crédit immobilier, coopératives), n'a pu parvenir à un accord sur la signification politique qu'il convenait de donner au constat dressé et sur l'opportunité de lancer un débat dans l'opinion sur l'habitat à un mois de l'élection présidentielle.

Le mouvement H.L.M. est, en la matière, un des points de rencontre où les élus de tout bord se retrouvent, le logement, et spécialement le logement social, ayant toujours en des

implications politiques à tous les plans, local, régional, national. Or, le logement connaît une nouvelle crise, qui pour être différente de celle que les Français ont vécue au sortir de la seconde guerre mondiale, n'en est pas moins grave : dans le budget de nombreux ménages, l'insuffisance des loyers et des charges devient insupportable. Le poids des mensualités de remboursement en cas d'accession à la propriété devient dissuasif.

La constitution d'un apport personnel pour l'achat d'un logement est problématique. La qualité des logements, qui avait progressé, tend à diminuer. Tout cela, le bilan établi par le mouvement H.L.M. le souligne, mais il en explique aussi la cause : la crainte du chômage et l'instabilité de l'emploi bien sûr, la stagnation du pouvoir d'achat, mais aussi la hausse des taux d'intérêt, l'envol spéculatif du prix des terrains, des coûts de la construction et de ceux de l'énergie, et, enfin, le désengagement de l'État. Le mouvement H.L.M. fera, à la fin mai, des propositions de « retours de la réforme » qu'il appellera « alternative habitat », sans crainte d'intervenir dans la campagne électorale.

Pour les responsables du mouvement H.L.M., le désengagement financier de l'État est « moins alarmant que son désengagement institutionnel ». Certes, l'effort budgétaire est à presque équilibre en francs constants à ce qu'il était il y a cinq ans. Pourtant, l'État n'apportera en 1981, du fait de la pierre qu'il a financée, que 217 000 logements (contre 280 000 en 1976) et le Fonds d'action conjoncturelle (FAC) est débloqué, et à 170 000 et on n'y fait pas appel. En 1976, on avait apporté une aide à la pierre à 350 000 logements. Quant à l'aide personnelle, elle n'a pas varié. Quant à l'aide personnelle, elle n'a pas varié. Quant à l'aide personnelle, elle n'a pas varié.

Rappelons qu'en 30 juin 1980, selon la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), 2 534 000 ménages touchaient l'allocation-logement attachée à l'ancien système de financement. La proportion des A.P.L. versées dans les départements les plus défavorisés est de 10 %.

En fait, selon les H.L.M., la compensation réelle des dotations budgétaires est loin de correspondre aux besoins initiaux. En matière de construction neuve,

les enveloppes soumises au Parlement sont calculées en valeur et le nombre de logements aide ne constitue qu'un programme indicatif. Or, ces programmes indicatifs ne sont jamais réalisés : il s'en est fallu de 23 % pour la construction locative aidée en 1980, car les coûts du logement sont toujours sous-estimés. De la même façon, le mouvement H.L.M. estime à 38 % en 1980 la baisse de consommation des crédits de paiement prévus par l'A.P.L. qui a absorbé 700 millions de francs en lieu de 1 milliard 500 millions prévus au budget initial. De la même façon, les crédits prévus pour l'action d'adaptation de l'habitat existant (A.D.H.) ont été inférieurs de 10 % à ceux prévus. L'effort fait par le mouvement H.L.M. est donc insuffisant. L'effort fait par le mouvement H.L.M. est donc insuffisant.

En conclusion, l'Union des H.L.M. ne condamne pas la réforme du financement du logement. Elle estime seulement que le loi du 3 janvier 1977 s'applique aujourd'hui à une situation qui a profondément changé et que son inadaptation à cette situation explique les difficultés de sa mise en œuvre. Aujourd'hui, la hausse des taux d'intérêt, la spéculation foncière et immobilière, le quadruplement des charges de chauffage, la stagnation du pouvoir d'achat et la crainte du chômage, réclament un réexamen de la réforme. L'Union des H.L.M. réclame un réexamen de la réforme. L'Union des H.L.M. réclame un réexamen de la réforme.

ÉNERGIE

Le Koweït maintient des prix élevés pour son pétrole

Le Koweït, qui renégocie ses contrats de livraison pétrolière avec plusieurs compagnies, continue de demander une prime — en sus des prix officiels — à la fois à la Shell et à l'Esso. La prime de même après de B.P. Gulf, est de 15 000 baïls par jour. B.P. 150 000 baïls et Shell 250 000 baïls quotidiennement. Le Koweït vend la moitié de sa production au prix officiel de 35,50 dollars par baril et rétient pour l'autre moitié une prime supplémentaire de 5,50 dollars par baril.

La demande du Koweït à l'égard de l'industrie pétrolière qui estime le surplus de l'offre sur la consommation trop important pour permettre de telles primes. Le ministre du pétrole du Koweït, cheikh Ali Salim Al Sabah, ne partage pas cette analyse. Il y a moins d'une semaine, il a affirmé qu'il n'y aurait pas de surplus sur

le marché tant que la production de l'Irak et de l'Iran — actuellement de l'ordre de 2 millions de barils par jour — n'atteindrait pas 3 millions de barils par jour.

L'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a elle aussi estimé la situation « très fragile » en raison d'incertitudes quant à la disponibilité de pétrole et l'orientation de la demande. Pourtant, M. Lambrakis, le directeur général de l'Agence, a précisé que la demande était réduite de 1,5 % en 1980 — par rapport à 1979 — avait baissé de 8 % durant les premiers mois de 1981 du fait de la situation économique mondiale et d'un hiver doux.

Les incertitudes actuelles justifient cependant la décision soudaine de maintenir la production au niveau élevé de 10,3 millions de barils par jour pour tenter d'imposer une réduction des prix (donc la suppression des primes) et la stabilisation des prix de l'offre, qui prévoit une intensification des prix du brut sur l'indication et la croissance des pays de l'O.C.D.E.

L'ALGÉRIE ACCROÎT SES LIVRAISONS DE GAZ A LA FRANCE

En dépit de l'absence d'accord sur les prix du gaz, la SONATRACH livre à la France des quantités de gaz de plus en plus importantes. Les livraisons de gaz de France depuis deux mois des quantités de G.N.L. (gaz naturel liquéfié) correspondant à 105 % du volume prévu par les deux contrats en vigueur, ce qui correspond, sur une année, à 1 milliard de mètres cubes supplémentaires. Pour Alger, ces livraisons supplémentaires sont effectuées au titre de rattrapage pour les retards pris ces dernières années dans les expéditions effectuées à partir de Skikda.

Il faut noter toutefois que le troisième contrat qui lie les deux pays pour 5 milliards de mètres cubes par an pendant vingt ans aura dû entrer en vigueur au début de cette année. On peut donc voir aussi dans le geste de la SONATRACH une manière d'annoncer au contrat qui n'est pas parvenu à un accord sur les prix des matières premières, ainsi que sur le taux d'intérêt d'un prêt devant être consenti à l'U.E.S.S. (A.P.F.)

● Forte réduction des importations pétrolières du Japon en février. — Les importations japonaises de pétrole ont diminué de 13,2 % en février 1981 par rapport à février 1980. Ces importations ont atteint 11,4 millions de barils. — (Reuters.)

● Baisse des importations américaines de pétrole. — La hausse des prix décidée par l'O.P.E.C. au début de 1981 et la suppression du contrôle des prix intérieurs américains ont entraîné une forte baisse des importations de pétrole. Au cours des quatre dernières semaines, celles-ci n'ont été que de 5,5 millions de barils par jour, soit la moyenne la plus faible depuis 1978.

● Echec des négociations sino-soviétiques sur le financement du gazoduc reliant la Sibirie à l'Europe. — Des négociations entre l'Union soviétique et le Japon sur le financement japonais de la construction d'un gazoduc reliant la Sibirie occidentale à l'Europe ont échoué. L'Union soviétique a refusé de signer le 27 mars, à Tokyo, les deux parties ne sont pas parvenues à un accord sur les prix des matières premières, ainsi que sur le taux d'intérêt d'un prêt devant être consenti à l'U.E.S.S. (A.P.F.)

Dans un cadre entièrement nouveau

2 avril 1981

ouverture

Hotel Scribe

un hôtel de grande classe



1, rue Scribe - 75009 Paris - 742.03.40

السلامة

CARRIERES: LE JEU SE COMPLIQUE

«Pilotage» de carrière.
Tel est aujourd'hui le mot d'ordre. Car il s'agit non plus de fixer un "plan", mais de gérer une mobilité devenue inévitable, et peut-être même souhaitable.

7 000 jeunes diplômés par an
Inévitable, parce que les restructurations en cours, et elles sont de plus en plus nombreuses, entraînent des mouvements de personnel, auxquels s'ajoute l'arrivée sur le marché de quelque 7 000 ingénieurs diplômés chaque année.

Souhaitable, parce que la mobilité permet d'éviter la sclérose, de bousculer les routines. Rester trop longtemps dans un même poste est fréquemment source d'insatisfaction. Les recruteurs le constatent : parmi les candidats répondant à une offre d'emploi, un bon nombre sont attirés moins par le poste proposé que par la possibilité de quitter le leur.

La mobilité devient horizontale

Pendant longtemps, la mobilité extérieure a donc joué ce rôle d'exutoire, complétant le rôle promotionnel joué par la mobilité verticale. On "montait" en grade ou on "quittait la boîte". Mais les perspectives de promotions, de même que les offres d'emploi, sont peut-être plus limitées demain qu'hier. Pour ménager l'intérêt des carrières, on demande donc à la mobilité horizontale de prendre le relais.

Mais comment résoudre avec succès les problèmes structurels et psychologiques ainsi posés à l'entreprise, aux échelons hiérarchiques, et aux cadres ?

Les politiques de recrutement évoluent

Les entreprises le constatent : malgré l'augmentation du chômage des cadres, elles ont plus de mal que par le passé à trouver les hommes dont elles ont besoin, parce que leurs exigences sont plus grandes, leurs axes de développement plus pointus, et parce qu'elles demandent aux candidats d'être immédiatement opérationnels.

Résultat : les recrutements sont devenus de plus en plus coûteux. Les candidats doivent allier à une sérieuse compétence technique, une grande sûreté de jugement et la capacité d'animer les équipes. Tout ceci semblerait devoir favoriser les hommes d'expérience. Paradoxalement, l'on arrive à un rajeunissement de la pyramide des âges, pour deux raisons principales :



Parce que cela peut freiner le développement de la masse salariale sans exacerber les mécontentements.

Parce que lorsque l'on incite au départ des hommes de 58 ans, ce n'est pas pour embaucher des cadres de 55, même dans d'autres spécialités.

Face à cette situation comment le cadre peut-il "s'entraîner" à la recherche d'emplois, mieux sélectionner ses cibles, mieux affûter son argumentation, et savoir faire jouer ses relations personnelles ?

La formation est constante, multiforme

Aujourd'hui informatique et robotique renvoient au musée tout savoir acquis il y a plus de 3 ans. Les cadres, plus souvent qu'à leur tour, ont été victimes ou cobayes des "produits" vendus par les organismes de formation. Il y a eu l'ère de la D.P.O. (Direction Par Objectif), du marketing, de la gestion, du management, des relations humaines. L'on a proposé aux cadres, fragilisés par la crainte de ne pas "savoir", toutes sortes de potions magiques pour diriger leurs équipes, négocier avec les syndicats, ou être mieux dans sa peau.

Comment séparer de tout ce folklore les organismes sérieux et les méthodes efficaces ? Que propose l'appareil public et l'appareil professionnel patronal ?

Quels sont les organismes privés indépendants ? Où en sont le congrès individuel de formation, le congrès enseignement, la rémunération des stagiaires ?

Le poids du commercial et de l'informatique

Le grand groupe qui recherche un directeur général pour redresser une filiale en difficulté aura beaucoup moins de mal à en trouver un que le patron d'une P.M.I. confronté au même problème. Mais une certaine pénurie existe, particulièrement dans l'informatique (notamment dans le logiciel) et la microélectronique (ingénieurs de conception, et de manière moins aiguë, ingénieurs de technologie). On demande aussi, des juristes internationaux, des gestionnaires de risques (en matière d'assurances) et des chefs de personnel d'établissement. Cependant on constate simultanément une grande dispersion sectorielle et une forte concentration géographique et le Bar-

mètre de l'Emploi témoigne de surprenants tassements, même dans les secteurs porteurs.

Démission ou licenciement ?

Où en sont les contrats de travail ? Que dit la loi face au licenciement individuel ? Comment se calculent les indemnités de licenciement ? Dans quel cas l'arbitrage peut-il fonctionner ? Que faut-il penser des démissions négociées et des primes d'incitation au départ ?

De plus en plus nombreuses sont les entreprises qui, lorsqu'elles licencient, font appel à des consultants spécialisés dans ce que les américains appellent l'"outplacement", autrement dit, l'assistance à la recherche d'emploi. Pour les cadres au chômage, il est tout aussi important de connaître les filières et les adresses que leurs droits personnels et les avantages dont ils peuvent bénéficier.

Dans certains grands groupes industriels, une prime supplémentaire ou des facilités (possibilité d'utiliser certains services ou équipements) sont offertes à ceux qui créent leur propre entreprise. Mais se "lancer" est loin d'être facile.

Créer son entreprise

Quelles sont les démarches à effectuer ? Où s'informer ?

Comment trouver des financements ? Les salariés involontairement privés d'emploi peuvent bénéficier des avantages offerts par la loi du 22 décembre 80 sous certaines conditions. Diverses aides financières de l'Etat sont possibles, si l'on sait où s'adresser et comment présenter son dossier.

Tels sont quelques-uns des points traités le 2 avril dans une étude complète réalisée par l'Usine Nouvelle. Ce dossier a pour nom : "L'industrie et ses cadres : le jeu se complique". Et pour vocation de révéler les rouages secrets et les maître-mots de ce jeu difficile.



Ce dossier paraît le jeudi 2 avril dans l'Usine Nouvelle.

En vente dans les kiosques

PARIS
2 AVRIL.

La baisse s'accroît

Pour la cinquième séance consecutive, les cours se sont repliés jeudi à la Bourse de Paris. Mais cette fois, le mouvement s'est sensiblement accéléré et, sans être vraiment général, il s'est assez largement étendu dans tous les compartiments, si bien qu'à la clôture l'indicateur instantané d'inertie est à 1,3 % environ au-dessous du seuil maximal de la veille.

Psi-méto, C.S. (— 3,1 %), A.D.G. (— 3,9 %), Générale d'entreprises (— 3,4 %), Bts (— 3,2 %), B.S.N. (— 3,1 %) et Ciments français (— 3,1 %) ont baissé.

Les points de fermé se sont renforcés. Roche picarète, S.E.B., Béghin, et Rhône-Poulenc ont été à peu près seuls à réaliser des scores honorables (entre 1 et 4 %). Le premier aurait pu aussi combiner la réduction du président Giscard d'Estaing, le match que le chef d'Etat engageait avec les Japonais, et l'annonce mettant d'être servi. En portefeuille pour cette raison, l'intérêt des investisseurs se reporte sur Wall Street et aussitôt Tokyo est en hausse de 10 points. Les cours virtuellement au sommet. Ce détournement de capitaux vers des places étrangères desservirait considérablement le Bourse asiatique.

Le marché japonais était assailli d'un climat d'incertitude. L'opinion publique. La société Bougainville S.A. lance une O.P.S. sur Bonanza, dont elle détient déjà 56,8 % du capital, en vue d'accroître celle-ci à 70 %. Elle offre aux détenteurs de titres de les leur racheter au prix unitaire de 300 F. Suspense le 27 septembre. Le résultat de Bonanza sera récapitulé le 6 avril.

Sur le marché de l'or, le napoléon est remonté aussi vite qu'il était descendu (854,90 F contre 831,10 F). Suivant les indications de Londres, où l'once de métal précieux a coté 517 dollars (+ 2,75 dollars), le lingot a encore progressé, gagnant 700 F à 86 000 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CREDIT NATIONAL. - Prochain emprunt d'un montant de 600 millions de francs à taux variable.

PERIER. - Le bénéfice net pour 1980 du « leader » français des eaux minérales a augmenté de 33 % pour atteindre 87,2 millions de francs. Le résultat consolidé s'élève à 81,1 millions de francs contre 75,6 millions. Dividende global inchangé de 12 F s'appliquant à un capital augmenté gratuitement (1 pour 3).

AUXILIAIRE D'ENTREPRISES. — Doublement du bénéfice net consolidé pour 1980 dont le montant atteint 132 millions de francs. Le résultat de la maison mère s'élève à 116,4 millions de francs contre 65 millions. Dividende global : 51 F contre 45 F. Distribution gratuite d'actions.

OLIVETTI -- Doublement également de bénéfice net pour 1980 du groupe italien, dont Saint-Gobain possède 30 % du capital, qui s'élève à 50,1 milliards de liras contre 23,8 milliards. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 17,7 % à 2.180,2 milliards de liras.

La progression des ventes s'est poursuivie durant le premier trimestre avec un chiffre d'affaires accru de 19,7 % à 298,5 milliards de francs. Le dividende est majoré de 40 % à 140 francs par action.

ROUSSEL-UCIAF. — Bénéfice net consolidé pour 1980 : 132 millions de francs contre 107 millions. Dividende global : 15,75 F contre 14,25 F.

BELLON. Bénéfice net pour 1980 : 27,54 millions de francs contre 21,54 F.
CERABATL. - Bénéfice net pour 1980 : 8,17 millions de francs contre 6,4 millions.
Dividende global : 19,50 F contre 15 F.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 31 déc.1984)		
	31 mars	1 ^{er} avril
Valeurs françaises	102	101,7
Valeurs étrangères	109	109,3

CH DES AGENTS DE CHANGE

C^e DES AGENTS DE CHANGE	
(Banc 100 : 29 déc. 1961)	
Indice général	111,5 111,1
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets tirés du 2 avril	12 1/8 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar (en yen)	211 1/4 212 1/2

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Sur sa lancée, wall Street a poursuivi, mercredi, son ascension, et, malgré quelques ventes bénéficiaires survenues durant la seconde partie de la séance, l'indice des industrielles s'est établi en clôture à 1.014,13, en hausse de 10,26 points sur son niveau précédent. Au plus haut de la journée, il avait dépassé la cote 1.020. Ainsi depuis la mi-février, et malgré quelques spectaculaires retours en arrière, sa progression avoisine 70 points.

Une forte activité a continué de régner, et 54,88 millions de titres ont changé de mains, contre 58,66 millions.

La généralisation à 17 % des taux de base bancaires a été le principal élément moteur du marché.

D'autre part, les signes de décélération inflationniste, illustrée cette fois par la baisse de 1,9 % en mars des produits agricoles et le tassement de 0,5 % des commandes passées à l'industrie en février, ont incité les opérateurs à reprendre position.

Sur 1.918 valeurs traitées, 929 ont monté, 608 ont baissé et 381 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours 31 mars	Cours 1 ^{er} Avril
Alcoa	34 7/8	35 1/2
A.T.T.	51 1/2	51 7/8
Boeing	36 1/8	36 1/8
Chemical Bank	45 1/4	45 3/8

Du Pont de Nemours	48 1/2	503/6
Eaton	515/6	823/4
Emerson	805/8	683/4
Ford	34	23 1/8
General Electric	27	67 1/4
General Foods	33	33
General Motors	53	535/6
Goodyear	18 7/8	187/8
I.R.M.	621/2	627/8

E.T.T.	32 5/8	33 3/8
Marinecoast	55 1/4	95 5/8
Mineral Oil	86 3/4	86 1/4
Pine	84 1/4	53 3/4
Schramberger	101 5/8	150 1/4
Tenzo	37 6/8	373 7/8
U.I.L. Inc.	24 1/4	25 1/2
Union Carbide	51 1/2	61
U.S. Steel	35 1/8	34 1/4
Westinghouse	31	31 1/2
Worship Corp.	80 1/2	80 5/8

BOURSE DE PARIS

VALEURS	S de detrags.	S de compos	VALEUR
3 %	27 58	1 572	S.P.E.R.
5 %	45 96	2 630	U.A.R.
6 %	54 55	3 156	Asitalia
1 1/4 % 1983	85 25	3 395	Asitalia
5 % 1983	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1984	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1985	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1986	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1987	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1988	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1989	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1990	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1991	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1992	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1993	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1994	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1995	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1996	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1997	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1998	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 1999	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2000	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2001	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2002	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2003	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2004	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2005	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2006	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2007	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2008	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2009	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2010	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2011	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2012	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2013	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2014	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2015	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2016	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2017	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2018	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2019	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2020	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2021	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2022	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2023	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2024	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2025	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2026	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2027	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2028	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2029	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2030	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2031	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2032	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2033	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2034	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2035	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2036	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2037	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2038	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2039	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2040	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2041	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2042	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2043	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2044	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2045	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2046	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2047	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2048	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2049	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2050	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2051	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2052	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2053	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2054	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2055	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2056	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2057	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2058	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2059	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2060	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2061	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2062	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2063	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2064	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2065	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2066	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2067	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2068	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2069	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2070	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2071	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2072	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2073	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2074	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2075	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2076	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2077	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2078	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2079	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2080	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2081	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2082	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2083	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2084	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2085	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2086	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2087	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2088	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2089	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2090	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2091	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2092	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2093	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2094	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2095	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2096	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2097	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2098	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2099	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2100	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2101	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2102	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2103	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2104	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2105	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2106	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2107	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2108	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2109	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2110	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2111	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2112	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2113	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2114	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2115	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2116	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2117	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2118	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2119	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2120	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2121	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2122	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2123	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2124	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2125	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2126	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2127	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2128	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2129	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2130	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2131	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2132	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2133	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2134	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2135	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2136	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2137	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2138	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2139	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2140	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2141	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2142	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2143	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2144	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2145	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2146	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2147	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2148	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2149	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2150	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2151	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2152	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2153	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2154	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2155	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2156	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2157	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2158	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2159	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2160	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2161	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2162	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2163	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2164	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2165	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2166	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2167	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2168	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2169	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2170	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2171	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2172	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2173	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2174	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2175	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2176	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2177	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2178	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2179	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2180	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2181	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2182	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2183	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2184	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2185	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2186	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2187	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2188	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2189	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2190	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2191	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2192	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2193	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2194	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2195	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2196	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2197	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2198	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2199	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2200	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2201	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2202	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2203	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2204	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2205	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2206	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2207	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2208	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2209	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2210	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2211	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2212	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2213	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2214	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2215	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2216	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2217	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2218	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2219	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2220	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2221	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2222	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2223	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2224	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2225	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2226	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2227	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2228	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2229	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2230	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2231	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2232	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2233	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2234	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2235	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2236	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2237	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2238	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2239	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2240	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2241	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2242	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2243	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2244	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2245	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2246	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2247	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2248	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2249	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2250	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2251	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2252	100 30	3 630	Macchine Ric.
5 % 2253	100 30	3	

2 AVRIL

Cours pièces	Dossier cours	VALEURS	C
175	173	Immob. I.R.P.	2
160	160	Immobilière	3
142	142	Immob.	2
105 20		Immob.	2
348	348	— (act. mon.)	1
218	215	Immob.	2
310	310	Immob.	2
280	280	Immob.	2
28 80	26 25	Immob.	1
145	147	Immob.	2
234 20	232	Immob.	2
230	229	Immob.	2
175	170	Immob.	2
380	375	Immob.	2
96 50		Immob.	2
105 00	106 80	Immob.	2
245	251	Immob.	2
245 20	245	Immob.	2
182	182	Immob.	2
143	144	Immob.	2
308	308	Immob.	2
152 10	152	Immob.	2
338	329	Immob.	2
		C.R.	1

COMPTANT

	Value	Cost price	Demand
(M) SOFUR	04 50	51	
Pen. Lycium	1230	1280	
Ammon. Marmale	1776	1790	
Seam	300	300	
Seam	180	155 50	
Cogit	105 50	105 50	
Seam	105 50	105 50	
Ge. Fin. Contat.	200	197 50	
Intensio	150	152	
Impensio	165 163		
Co Lyne. Inta.	137	137	
Uglio	85 10	85 10	
Uglio	182	150 50	
Under. Phila.	270	276	
Uglio. Inta. France	238	238	
Seam	255	255	
Uglio. High. Light	218	218	
Arcto	311	311	
Contat. Bicyc	402	401 80	
(W) Contat.	114	112	
(W) Clamping	130	130	
Contat.	112	112 50	
Contat.	302	302	

VALUES	COUNT	DISTINCT
--------	-------	----------

[illegible]

NEWS	Cours	Demier	VA
------	-------	--------	----

[illegible]

UBS	Cour	Danier
-----	------	--------

[illegible]

Person	
--------	--

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous

complete dans nos dernières éditions, des erreurs dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

